Vol 17 # 35 • Du 28 Février au 5 Mars 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA FÉDÉRATION USA RICE SUR LA SELLETTE !

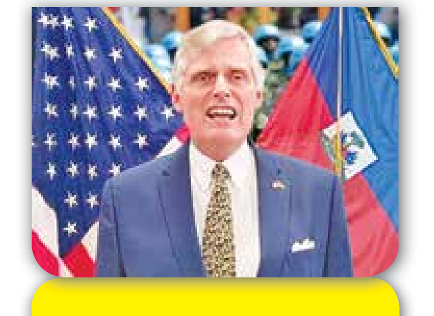


Propagandes en Haïti pour le riz américain au détriment du riz haïtien

ARIEL HENRY LE DOS AU MUR !



Le lundi 26 février 2024, on a tourné en dérision Ariel Henry jusqu'à lui demander de se retirer amicalement du pouvoir en Haïti











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le peuple dit : Non, l'impérialisme répond : Oui !

Par Berthony Dupont

Au service et au profit de qui travaille Ariel Henry en Haïti ? Il dirige l'Exécutif haïtien depuis plus de 2 ans, sans aucun mandat ni légitimité populaire ni constitutionnel. Il a été tout simplement imposé par le Core Group après l'assassinat du Président dont le pays ignore encore les vrais auteurs et la clameur publique l'en implique carrément. Qui pis est, l'ordonnance publiée le 19 février 2024 sur cet assassinat a fait feu de tout bois pour le blanchir, et comme elle est cousue de fil blanc, sa complicité demeure et apparait beaucoup plus évidente que jamais.

Cette ordonnance peut-être illustrée par un singe arriéré qui se croit caché entre les branches d'un arbre, et dont la queue pendue le trahit.

Alors que se multiplient les manifestations contre la politique de ce gouvernement qui n'a aucun bilan puisqu'il n'a rien entrepris au service du pays sauf que de piller les caisses de l'Etat, des voix s'élèvent avec des pancartes réclamant sa démission sans aucune condition. Il faut en finir avec Ariel chante la population. Il faut balayer ce régime crie le peuple dans tout le pays. Puisqu'il est celui qui a fait le plus pour ruiner le peuple et l'entretenir dans l'insécurité, la misère et la pauvreté. Pour se dédouaner, ce gouvernement multiplie les diversions visant à diviser la population, à créer de toutes pièces des conflits et des mensonges tous azimuts allant même jusqu'aux assassinats politiques de sorte qu'il continue sa forfaiture au service de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui les protestations ralentissent face à la répression systématique de la police au service du pouvoir. Pour autant, cette pause ne signifie pas que le peuple abandonne la lutte pour le changement et pour la rupture totale avec le système. Sa volonté de la transformation de la société de sorte qu'il ait le droit d'avoir un avenir et de pouvoir vivre dignement demeure intacte. En d'autres termes, tout l'inverse de la politique désastreuse menée par la clique à Ariel et ses patrons capitalistes.

Ariel n'a pas caché son objectif jusqu'auboutisme en minimisant les appels du peuple à démissionner du pouvoir. Il déclare avec cynisme que « rien n'arrivera, à moins que nous ne travaillions ensemble ». Cela prouve qu'il est pire qu'une catastrophe naturelle. Alors que sa politique de destruction n'est que le résultat de la politique des puissances capitalistes exploitantes.

Le plus inquiétant est que l'impérialisme pour lequel il travaille le soutient comme l'a si bien exprimé Linda Thomas-Greenfield, l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations-Unies au cours du Sommet des Caraïbes en Guyane cette semaine. Elle appelle, en effet, au nom de son pays les partis politiques d'opposition à s'asseoir ensemble et à discuter d'une solution politique. Or, ceux-ci sont issus de la même classe que le Premier ministre Ariel Henry dont ils réclament la démission. En réalité, nous sommes en présence d'un véritable complot pour anéantir le peuple haïtien.

Or, face à cet appel de Mme Thomas-Greenfield, le peuple répond Non. Il continue de dire dehors Ariel tout en condamnant sa politique ! Les solutions à nos problèmes ne viendront pas de ce gouvernement pourri, même si l'impérialisme continue à nous provoquer en insistant pour que son homme de main reste au pouvoir en Haïti.

Partout, le peuple doit continuer à s'organiser pour défendre ses droits, pour en finir avec les dominations et occupations des capitalistes, et pour la révolution socialiste ! L'impérialisme américain ne pourrait être celui qui a provoqué la situation actuelle et en même temps, celui qui pourrait la résoudre à travers sa marionnette de Premier ministre Ariel Henry.

C'est dans ce but qu'il étudie les moyens appropriés pour faire durer un peu plus longtemps ce pouvoir illégal et la force d'intervention de la Mission Multinationale de Sécurité en Haïti est, entre autres, parmi les mesures préconisées.

C'est cette illusion que les organisations de masse en lutte devront combattre. Aucune confiance ne peut être accordée au représentant de la classe politique capitaliste et à ses agents réactionnaires. C'est une vérité qui ne doit échapper à aucun militant ou patriote conséquent. L'essentiel est de reconnaitre ce danger mortel pour le pays et d'y faire face en unissant toutes les voix progressistes et anti-impérialistes qui ne croient pas seulement en paroles mais en action, que le pays doit effectivement se libérer de la domination criminelle plus que centenaire des Etats-Unis d'Amérique.

Autrement dit, le combat aujourd'hui est d'ouvrir la voie à un gouvernement authentiquement démocratique au service de la majorité populaire, un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple qui assurera le bien-être de tous sans aucune discrimination.

Le peuple à l'unisson dit Non à Ariel mais l'impérialisme par sa volonté de s'ingérer davantage dans les affaires internes du pays, lui, répond Oui. Devant toutes ces menaces et provocations qui pèsent, le peuple combattant doit rester vigilant, uni et solidaire. Tôt ou tard, il débarrassera le pays de la tutelle impérialiste et de tous ces valets locaux et bâtira justement une autre Haïti libre, prospère, souveraine, indépendante et socialiste.

La Fédération USA RICE sur la sellette !



Panneau d'affichage au Cap-Haïtien pour un rallye automobile sur les routes de campagne sur lequel on peut lire « Le riz américain est savoureux et de bonne qualité », sponsorisé par USA Rice. Crédit image : Victoria Koski-Karell, 2019



Plantation de riz dans la basse vallée de l'Artibonite en Haïti. Crédit image : Victoria Koski-Karell, 2019



Le riz américain déversé sur le marché haïtien n'a pas uniquement détruit la production du riz haïtien, mais il a également rendu malade ceux qui le consomment



L'importation du riz américain à bon marché n'a fait qu'éloigner le paysan haïtien de la production du riz.

Par Isabelle L. Papillon

Le riz américain déversé en Haïti n'a pas rendu de bons services à la Nation Haïtienne. Depuis l'administration américaine du président Clinton, les fermiers de l'Arkansas subventionnés produisaient des surplus qui ont été largués à vil prix comme des bombes de destruction sur le marché haïtien. Cet Etat produit la moitié de la récolte totale de riz des États-Unis.

Vu que la majorité de la classe ouvrière haïtienne vit dans un chômage atroce et n'a pas les moyens adéquats pour joindre les deux bouts, le riz américain était justement à la portée de sa petite bourse, tandis que le riz national lui était devenu un luxe.

En fait, l'importation du riz américain à bon marché devient plus abordable que les options locales. Et cela n'a fait qu'éloigner le paysan haïtien de la production du riz. Allant jusqu'à même détruire la riziculture haïtienne et la vallée de l'Artibonite qui jadis était réputée pour son riz de bonne qualité s'est réduite à un état lamentable. A la place des planteurs, dorénavant ce ne sont que des gangs qui occupent la vallée et produisent de l'insécurité.

Le riz américain n'a pas uniquement détruit la production du riz haïtien, mais il a également rendu malade ses consommateurs. On peut-on dire dans ce cas que ce n'est pas simplement la République Dominicaine qui produit des denrées exclusivement toxiques pour la consommation haïtienne, les Etats-Unis sont sur la même voie dans cette pratique malhonnête.

Dans ce contexte, une étude a été faite par Victoria Koski-Karell, Justin Schell, Natalie Sampson, Simone Charles, Jaclyn Goodrich de l'Université du Michigan et Rolinx Jean Monprevil de l'organisation communautaire pour l'agriculture haïtienne.

Elle a été publiée le février 2024 dans le « Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development » et a révélé que « *L'inondation de riz américain en Haïti est non seulement violente sur le plan économique pour les paysans haïtiens qui ont du mal à vendre leur produit local, mais également violente pour la santé à long terme des consommateurs haïtiens* »

Ce travail de recherche et d'étude fait en 2020, a découvert « *que les Haïtiens consommaient en moyenne 85 kg (187 lb) de riz par an, contre 12 kg aux États-Unis, ce qui expose particulièrement les jeunes Haïtiens à un risque bien plus élevé de développer des complications de santé associées.* »

Le rapport indique que presque tous les échantillons de riz importés n'observaient pas les recommandations de la Food and Drug Administration des États-Unis concernant la consommation des enfants « *En moyenne, les concentrations d'arsenic et de cadmium étaient deux fois plus élevées dans les échantillons importés par rapport à ceux du système alimentaire communautaire. Toutefois, contrairement au niveau assez faible de cadmium, le niveau d'arsenic dans certains échantillons de riz importés a dépassé les normes scientifiques recommandées par le Codex et d'autres agences de protection de la santé humaine* »

Ce rapport fait polémique puisque la Fédération USA RICE rejette les conclusions de l'étude de l'Université de Michigan sur le taux d'arsenic contenu dans le riz américain exporté en Haïti. Pour se racheter l*a Fédération USA Rice indique qu'elle est « la représentante de l'industrie rizicole américaine à l'échelle mondiale, priorisant un approvisionnement sûr, nutritif et abordable en riz de haute qualité. Nos membres respectent rigoureusement des protocoles de contrôle de qualité stricts, démontrant notre volonté inébranlable à la santé et à l'excellence par le respect des normes de sécurité qui dépassent souvent les normes mondiales* »



Jackie Goodrich de l'Université \du Michigan

Il est temps que nos agriculteurs reprennent leur métier, et c'est pour cela que nous supportons les projets de canal d'irrigation entamés par les paysans soit dans la plaine Maribaroux soit dans d'autres endroits du pays. Seule la production nationale peut mettre fin au trafic d'importations.

Le peuple haïtien doit comprendre les raisons de sa descente enfer, les soi-disant pays amis ont misé sur la destruction de notre agriculture afin qu'ils puissent s'enrichir et notre pays ne fait que s'envelopper dans le sous-développement et des maladies cancéreuses qu'ils nous ont eux-mêmes apportées.

Le projet des capitalistes n'est pas de sauver les peuples de la maladie mais d'en tirer beaucoup plus de profits et de faire beaucoup plus d'argent en créant toute forme d'astuce à tout bout de champ pour exploiter les pays et les peuples les plus précaires.

Il est temps de nous mettre au travail, peuple haïtien conscient et conséquent pour reprendre la direction de notre pays de façon à le sauvegarder face aux criminels du système capitaliste ! C'est à nous seuls de défendre notre vie et notre nation ! Nous remercions l'Université du Michigan et Rolinx Jean Monprevil pour cette découverte de ce grand danger lié au riz importé d'Haïti.

Ariel Henry le dos au mur !



Conférence des gouvernements de la Communauté des Caraïbes (Caricom), à Georgetown (Guyane)



Un groupe de ressortissants haïtiens vivant en Guyane a manifesté devant l'hôtel Marriott, où se réunissent les dirigeants de la CARICOM



Les dirigeants de la Communauté des Caraïbes (Caricom)



Des migrants haïtiens en Guyane manifestants contre l'assassin criminel Ariel Henry



Le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne

Par Marie Laurette Numa

Ariel Henry a-t-il été giflé sinon ridiculisé à la 46e réunion ordinaire de la Conférence des gouvernements de la Communauté des Caraïbes (Caricom), à Georgetown (Guyane), où la question haïtienne avait dominé le rassemblement de quatre jours ?

En effet, le lundi 26 février 2024, le Premier ministre d'Antigua et Barbuda, Gaston Browne, l'a tourné en dérision jusqu'à lui demander de se retirer amicalement du pouvoir en Haïti et permettre la poursuite des efforts sans entrave pour trouver une solution à la situation socio-économique et politique en Haïti. « *Sans vouloir vous manquer de respect, mon cher ami Henry, vous faites partie du problème et je pense que nombreux sont ceux en Haïti qui croient que les interventions planifiées par les groupes de parties prenantes sont destinées à vous soutenir* », lui a affirmé son homologue Gaston Browne

Par ailleurs, dans un entretien téléphonique avec la Caribbean Media Corporation (CMC), le Premier ministre Browne a déclaré qu'il pensait que la présence d'Henry au sein du gouvernement faisait *« partie du problème »* alors que diverses parties prenantes cherchaient une solution durable au problème d'Haïti qui s'est accru avec l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 et l'émergence de bandes criminelles terrorisant les citoyens.

Selon lui, avant même toute intervention en Haïti pour stabiliser ce pays francophone de la Caricom, « *la situation politique avec Henry doit être abordée, et il doit être aussi généreux que possible* », souhaite le premier ministre Browne, à la Caribbean media corporation (Cmc).

« *Maintenant, même si ce n'est pas le cas, nous devons faire face à cette perception et nous sommes d'avis qu'Henry doit faire une transition et devenir un intermédiaire honnête et conclure un accord de partage du pouvoir avec les autres en Haïti afin que cela ne donne pas l'impression que nous essayons de stabiliser Haïti dans son intérêt pour qu'il puisse continuer.* »

Interrogé sur la position de Henry lors des délibérations des dirigeants régionaux, Browne a déclaré que le dirigeant haïtien « *parle bien, mais comme je lui ai dit ce matin en sa présence, il doit agir* », enchaina-t-il « *Nous ne le jugeons donc pas maintenant sur ses articulations. Nous examinons ses engagements dans la pratique et c'est ce qu'il aurait fait à l'avenir qui déterminera s'il est une personne sérieuse qui souhaite voir la paix et la stabilité en Haïti* ».

Signalons que des migrants haïtiens en Guyane avaient protesté contre la présence de l'assassin criminel Ariel Henry à la Conférence des gouvernements de la Communauté des Caraïbes (Caricom).

Avec les portes fermées des Etats-Unis, les migrants haïtiens optent pour le «rêve mexicain»



Des migrants haïtiens au Mexique

Le pays a enregistré un nombre sans précédent de réfugiés

Quand Evens parle à son père, il lui demande en plaisantant si sa mère le nourrit bien, mais aussi de la situation en Haïti. Il est terrifié à l'idée de ne pouvoir rien faire depuis le Mexique si sa famille est en danger.

Même s'il rêvait de vivre aux États-Unis, les obstacles pour atteindre ce pays l'ont amené à opter pour le « rêve mexicain », un terme inventé par des militants pour définir la décision de milliers de migrants de rester au Mexique en raison de l'impossibilité de traverser la frontière.

Dans un appel vidéo depuis un parc proche de la chambre qu'il loue, Evens Luxama, 34 ans, semble plus préoccupé par la situation de ses proches que par l'idée de leur raconter sa vie à Mexico. *« Tu sais, mon fils, beaucoup de problèmes »,* résume son père originaire de ce pays pauvre des Caraïbes.

Evens sait de quoi il parle : en janvier 2023, un gang a kidnappé un cousin et la sœur de sa petite amie, qui ont été libérées après avoir payé une rançon. Cet épisode a précipité sa fuite au Mexique, où il travaille comme monteur dans une société de production vidéo.

Opportunité

Evens fait partie des 141 000 personnes qui ont demandé refuge au Mexique en 2023, un nombre sans précédent. La majorité était des migrants originaires d'Haïti, du Honduras et de Cuba qui travaillent notamment dans les secteurs de la construction et du commerce, souvent mal payés.

Il a décidé de tenter sa chance au Mexique parce que c'était la seule ambassade ouverte à Port-au-Prince pour traiter les visas et parce que, selon lui, c'est « le pays qui offre une opportunité pas comme les autres en ce moment ».

Beaucoup de leurs compatriotes sont également arrivés pour échapper à la criminalité, qui s'est accentuée après l'assassinat du président Jovenel Moise en 2021.

Avec près de 5 000 victimes (4 789), le nombre d'homicides en Haïti a augmenté de 119,4 % en 2023, tandis que le nombre d'enlèvements a augmenté de 83 %, selon un rapport de l'ONU, qui a autorisé en octobre l'envoi d'une mission internationale pour pacifier le pays.

« Parfois, ta famille t'appelle et te demande quelque chose (...), elle se sent menacée, et tu es là et tu ne peux rien faire. Même si vous étiez en Haïti, vous ne pourriez rien faire», explique Evens à l'AFP dans la pièce où l'on peut voir des chemises et l'ordinateur de travail. « Il est quasiment impossible de vivre en Haïti (...). Bien avant (l'assassinat de Moïse), il y avait déjà des problèmes, mais les choses ont empiré parce que c'est comme s'il n'y avait pas de gouvernement", décrit-il.

« Rêve mexicain »

La migration haïtienne n'est pas nouvelle pour le Mexique. En septembre 2021, après un tremblement de terre meurtrier, des milliers de migrants se sont rassemblés à Ciudad Acuña (nord-est) en attendant de passer la frontière vers les États-Unis, avec des scènes dramatiques d'agents américains les poursuivant à cheval.

À cette époque, il existait déjà des communautés haïtiennes à Tijuana (nord-ouest) et à Tapachula (sud, à la frontière du Guatemala), où des milliers de personnes se rassemblaient pour demander un permis pour transiter par le Mexique vers les États-Unis.

Mais dans la capitale sa présence est plus récente. Les Mexicains « *veulent toucher vos cheveux, vous parler, ils veulent savoir ce que vous mangez et si vous aimez la cuisine mexicaine* », explique Evens.

Des dizaines de ses compatriotes vivent sur une place du quartier central de Juárez, dans des tentes et sans services, à côté d'un immeuble de luxe.

Bien que les États-Unis aient créé un système de protection contre l'immigration (TPS) qui accorde des permis de séjour et de travail à des milliers d'Haïtiens, celui-ci ne profite qu'à ceux qui sont arrivés dans ce pays avant le 6 novembre 2022.

Pour Rafael Velásquez, directeur au Mexique de l'ONG International Rescue Committee, les Haïtiens ont opté pour le « rêve mexicain » face aux changements de réglementation américaine et à la militarisation des frontières.

"Quand ils se rendent compte qu'ils ne pourront pas traverser (...) nous commençons à voir de plus en plus" de migrants qui décident de "faire leur vie au Mexique", explique Javier Contreras, universitaire au Tecnológico de Monterrey.

Avec la migration comme l'un des axes de campagne aux États-Unis, le président et candidat à la réélection Joe Biden a durci certaines lois, mais cela n'a pas stoppé les passages illégaux. En décembre dernier, 302 000 migrants ont été interceptés à la frontière, tandis que 520 000 ont été expulsés entre mai et janvier dernier.

Le réalisme

Dans une rue de la capitale, cinq Haïtiens forent le trottoir pour installer des canalisations à proximité d'un cinéma abandonné.

Jony, le seul qui parle espagnol, fait le lien entre les patrons et le reste des ouvriers, qui parlent le créole haïtien et sourient à quiconque les regarde.

Jony fait partie d'une vague d'Haïtiens arrivés au Brésil après le tremblement de terre de 2010, qui a fait plus de 300 000 morts dans leur pays.

Pendant la pandémie, nombre d'entre eux, qui ont également débarqué au Chili, sont partis vers le nord après avoir signalé des discriminations et des difficultés à obtenir un statut légal, selon Human Rights Watch.

Bien qu'il souhaite se rendre aux États-Unis, Jony a préféré le Mexique car « il est plus facile de retourner un jour en Haïti » depuis ce pays.

Il voyage chaque jour plusieurs heures en métro pour se rendre à son lieu de travail et passe parfois des journées entières à attendre de recevoir son salaire.

Avec une meilleure chance au travail, Evens habille ses désirs avec réalisme. "Je sais que je veux être avec ma famille et faire tout mon possible pour que nous soyons heureux, que nous réalisions nos rêves ensemble, même si c'est au Mexique."

Edición: Ana Ordaz

La Jornada 23 février 2024

Mensonges concernant les médecins Cubains enlevés au Kenya



Les deux médecins cubains Landy Rodríguez Hernández et Assel Herrera Correa enlevés au Kenya puis tués en Somalie

Par Elizabeth Naranjo

Une campagne de discrédit contre Cuba déforme sans les confirmer les informations concernant la mort, le 15 février dernier, des médecins cubains Assel Herrera Correa et Landy Rodríguez Hernández, dans un bombardement en Somalie où ils étaient séquestrés après avoir été enlevés au Kenya le 12 avril 2019.

La nouvelle stratégie est composée de quatre calomnies principales qui profitent des circonstances d'incertitude et de la douleur des familles et des relations des médecins cubains ainsi que du système gouvernemental et de santé publique de l'île, dénonce la plate-forme contre le terrorisme médiatique Les Raisons de Cuba.

On dit, par exemple que Cuba a abandonné ses professionnels, parce qu'ils ne sont ni l'enfant Eliane, ni les cinq héros en ignorant à ce sujet la recherche d'une issue favorable qu'ont maintenue pendant ces cinq dernières années les autorités cubaines grâce à des négociations avec des organismes internationaux et des pays amis.

On affirme aussi que ce sujet n'est pas politisé parce que l'endroit où ils sont séquestrés n'est pas les États-Unis alors qu'en réalité, les ravisseurs sont des terroristes internationaux qui opèrent sur différents territoires, qui ne montrent pas leur visage et qui sont très violents.

Les calomniateurs affirment aussi que Cuba n'a pas payé leur rançon bien que cette demande n'ait pas été confirmée. Les Raisons de Cuba remettent cela en question et envisagent aussi que les terroristes aient eu besoin de services médicaux et non d'argent.



Esteban Lazo Hernández

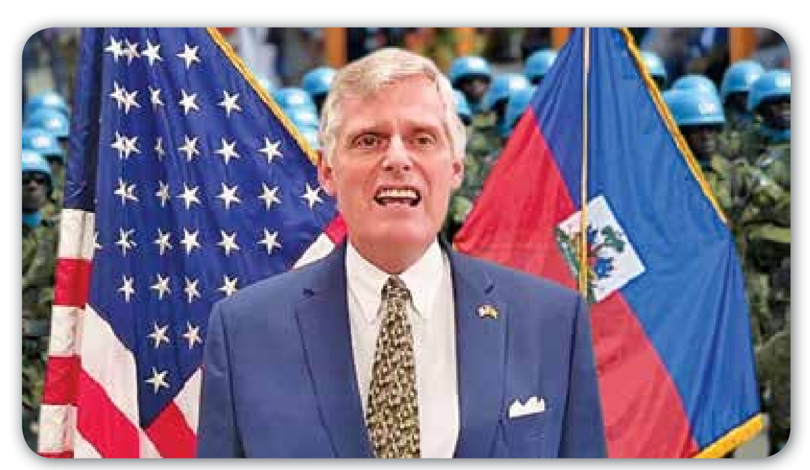
Enfin, la campagne soutient que Cuba n'a jamais envoyé ses troupes spéciales pour un sauvetage ce à quoi on répond que l'île n'avait pas d'autorisation pour cela, et que dans les circonstances de l'enlèvement par des terroristes, on aurait nos médecins réellement en danger.

Le Gouvernement de Cuba donne une priorité absolue aux démarches qui, par différents moyens et grâce à différents acteurs internationaux, sont menées à bien pour obtenir l'information la plus objective possible concernant ces évènements jusqu'à ce que toutes les possibilités qui permettent de confirmer la situation de nos compatriotes soient épuisées.

Esteban Lazo Hernández, membre du bureau politique du Parti et président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire s'est rendu en République du Kenya, en tant qu'envoyé spécial de haut niveau pour faire les démarches urgentes avec les plus hautes autorités de ce pays à la recherche de coopération et d'éclaircissements.

Résumé latino-américain
22 Février 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 23 Février 2024

Lèt tou louvri pou anbasadè Eric William STROMAYER* « Kreyòl pale, kreyòl konprann »



Anbasadè Eric William STROMAYER, Chajedafè nan Anbasad meriken an Ayiti

Biwo Avoka Entènasyonal yo (BAI), atravè **Mèt Mario JOSEPH**, Avoka nan Bawo Pòtoprens, ki gen pou misyon prensipal goumen pou dwa fondalnatal sila ki pi nan bezwen k ap viv nan katye defavorize ak seksyon kominal yo ak objektif pou akonpanye viktim vyolasyon dwa moun, fanm ak tifi ki viktim kadejak ak agresyon seksyèl, viktim teworis Leta, viktim kolera Misyon Nasyonzini pou Estabilizasyon an Ayiti (MINISTA), viktim masak yo tankou masak Raboto, Lasalin ak lòt vyolasyon dwa moun, denonse epi kondane ak tout fòs li konpòtman w, **Mesye Eric William STROMAYER**, kòm Chaje Dafè nan Anbasad Ameriken an Ayiti, nan enjerans ou panse w ka toujou fè nan zafè entèn peyi a. An menm tan, ou pase anba pye Konvansyon Vyèn yo (Conventions de Vienne) ki tabli rapò diplomatik ant Leta yo epi defini konpòtman Reprezantan yon peyi nan lòt peyi ki resevwa l la.

Reyèlman se vre, **Mesye Eric William STROMAYER**, Chajedafè nan Anbasad Ameriken an Ayiti, lè w di "Kreyòl pale, kreyòl konprann" se yon fòm lòd ou pase ak esklav mantal Lèzetazini yo. Antouka, Ayiti se yon peyi ki chaje ak Pwovèb (Pawòl Granmoun), se pa sèlman: **"Kreyòl pale, kreyòl konprann"**, gen yon lòt ki di: **"Jomou jwenn bon tè li kouri lwen"**. Peyi w, Lèzetazini, **Mesye STROMAYER**, depi anvan menm lokipasyon (28 jiyè 1915 – 1e dawout 1934) ap fè rayisab epi enjerans nan zafè peyi Ayiti. Nan dènye 30 lane sa yo, apre Lèzetazini fin danse Tango ak Duvalier yo (Papa ak Baby Dòk), peyi w, pozisyone l tankou yon lidè pati politik an Ayiti, li mete Prezidan li wete Prezidan (koudeta, kidnaping 1991, 2004). Nan dènye deklarasyon w yo nan dat 2 epi 6 fevriye 2024 nan **Radyo "Sans Fin"** ak **Radyo "Caraïbes"**, ou deklare: ***"eleksyon se meyè fason pou ranplase gouvènman sa ki la"***. Sa vle di, se Premye Minis defakto ilegal la, **Ariel HENRY**, ki jounen jodi a san manda, san lejitimite, se li menm lè l vle k ap fè eleksyon? **Mesye STROMAYER**, nan de (2) entèvyou sa yo ou di tou se pèp ayisyen w ap sipòte, epoutan se enjerans, se vyolasyon Dwa Entènasyonal w ap apiye, se sitou Konvansyon Vyèn yo (Conventions de Vienne) peyi siyen, w ap sakrifye. Pandan w t ap fè deklarasyon sa yo nan radyo, pèp ayisyen an nan tout rakwen peyi a : Pòtoprens, Jeremi, Gonayiv, Okay, Okap, Wanament, Plato Santral, Fò Libète, Tigwav, Pòdepè elatriye, ap revandike depa **Ariel HENRY** kòm restavèk, esklav mantal, pou enkonpetans, kòripsyon, vyolasyon Dwa Moun. Lèzetazini gen sosyològ ak oligak pou idantifye konze yo, jounen jodi a, se Ariel HENRY k ap fè djòb sal la, obeyi ak lòd li, menm jan ak Jij Enstriksyon, **Wesner Walter VOLTAIRE**, an aprè li fin pran dikte Miyami, li mache al tande **Ariel HENRY** nan Biwo l, se pou l pa t enkilpe l nan sasinay **Jovenel MOISE** la. Konsa tou, yo pa bezwen respekte lalwa ak prensip enstriksyon (mise en accusation). Tout monn lan konnen, se yon « tweet », ansyèn Reprezantan Nasyonzini an, Madanm **Meager LA LIME** (Amerikèn), te fè pou l di se **Ariel HENRY** ki Premye Minis san l pa gade Konstitisyon ayisyen an, san konsansis, san Pati Politik yo, san konsilte Pèp la, san respè pou Chat Nasyonzini an (LONI) ki pale sou Dwa Pèp yo.

Pou Lèzetazini «Chat Nasyonzini se papye, bayonèt se fè », men BAI ap fè w sonje sa ki di nan preyanbil Chat sa a: « Nous , peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer ***à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande »***. Men li klè pou tout moun pou Chat LONI an, Konvansyon Vyèn yo, Konvansyon sou Dwa Sivil ak Politik (PIDCP) ak Dwa moun respekte se kòman enterè Lèzetazini balanse, tankou ka Venezyela ak Arabi Sawoudit la se de (2) egzanp ki demontre aklè fòs kote Lèzetazini nan kesyon dwa moun.

Kounye a, Mesye Chaje Dafè, ou ka di se paske pa gen enstitisyon ki fè peyi w ap sipòte Ariel HENRY, men ou pa ka di pa t gen enstitisyon paske se anba je anbasad ameriken, "Core Group", LONI, Gouvènman Pati Ayisyen Tèt Kale (PHTK) yo (tout vèsyon yo mete ansanm), pandan 14 lane, kraze tout entitisyon repliblikèn yo nan pa janm òganize eleksyon. Sa a, ou pa fouti di l nan radyo yo. Se plan Lèzetazini pou chanje Konstitisyon 1987 la epi fè eleksyon san patisipasyon Pèp ayisyen an pou **Anthony BLINKEN**, menm jan ak **Hilarry Rodham CLINTON**, mete bandi legal, maryonèt, esklav mantal, kòwonpi, eskamòtè Prezidan. Lè sa a Lèzetazini ap favorize miltinasyonal ameriken, kanadyen, fransè achte tè kote gen resous natirèl anba tè yo, patikilyèman kote ki gen min lò, iradyòm, petwòl, kobal…

BAI, MOLEGHAF ak alye yo ap denonse koze enjerans Lèzetazini an lontan lontan, men se entèvyou w yo, 2 ak 6 fevriye 2024 nan Radyo "Sans Fin" epi nan Radyo "Caraïbes", ki kontinye choke Pèp ayisyen an. Ayiti se yon peyi ki souvren, ki gen dwa grandèt majè l, se mòd dirijan li yo tankou Ariel, ki gen konpòtman esklav mantal, restavèk, soufnantchou, ki pa gen kolòn vètebral, ki vle konpòte l an diktatè ki pèmèt ou pale konsa san l pa deklare w « persona non grata », **"Kreyòl pale, kreyòl konprann"**.

BAI ap fè w sonje, **Mesye STROMAYER**, Lèzetazini pa t janm zanmi peyi Ayiti vre depi endepandans li nan lane 1804. Pou memwa w, pou laverite ak pou listwa, Lèzetazini, vwazen nou, rekonèt endepandans nou jouk nan lane 1862, apre Larisi (1821) ak Vatikan (1860), poutan nan lane 1804 nou te de (2) peyi endepandan nan lamerik la (Lèzetazini (jiyè 1776) ; Ayiti (janvye 1804), menm si fòk nou presize pou ou Lèzetazini te toujou gen esklav lakay li. Nan lane 1826, nan Kongrè Panama, Lèzetazini, peyi w, fè tout sa l kapab pou Ayiti pa patisipe nan Kongrè sa a. Nan lane 1914, « Manu militari », Lèzetazini fè dappiyanp epi pote ale rezèv lò nou ki te nan Bank Santral peyi a, joukounye a yo pa janm restitiye Ayiti rezèv lò sa oswa kòb li ta vo jounen jodi a. Sòti nan lane 1915 pou rive nan lane 1934 (19 lane), Lèzetazini okipe Ayiti epi mete Pèp la nan lesklavaj. Pandan 19 lane sa yo, Lèzetazini te fè Pèp ayisyen an monte lesyèl pa do ak tretman inimen ak kriyèl anba men solda ameriken nan fòse yo travay san peye (kòve), yo fè egzekite sou plas piblik sila yo k ap fè rezistans. Solda ameriken yo rapousib epi asasinen tout Kako ki t ap reziste anba Fòs lokipasyon an, tankou **Charlemagne PERALTE**, **Benoît BATRAVILLE** ak tout lòt sa ki tonbe yo nou pa ka ni nou pa dwe bliye yo… Pandan lokipasyon sa, Lètazini ratibwaze kouvèti vejetal peyi a pou yo plante pye bwa ki pou detwi tè ki ka bay manje yo.

Mesye STROMAYER, kilè Lèzetazini ap remèt Ayiti, peyi li di li renmen an, Lanavaz ? Paske si Lèzetazini te zanmi Ayiti vre, li t ap restitiye li rezèv lò a, remèt Lanavaz, ki se yon zile ki se pou Ayiti, epi repare l pou tan lokipasyon an. Se Konze yo ak yon kolòn esklav mantal ki pèmèt ou tabli ejemoni w konsa sou Ayiti.

Nan menm sans sa a, **Mesye STROMAYER**, BAI ap raple w tou apre Lèzetazini fin kraze peyi a epi piye tout resous li yo, nan lane 1934, apre anpil rezistans ak anpil kadav, li kite Ayiti ak yon lame kraze zo anba kontwòl "Central Intelligence Agency" (CIA) pou fè koudeta. Kidonk, tout gouvènman ki pa vle fè kat (4) volonte Lèzetazini pran koudeta ; de (2) eleksyon ak manda Prezidan ARISTIDE yo epi de (2) eleksyon ak manda Prezidan PREVAL yo, se de (2) bon egzanp ki ilistre konpòtman demeplè, ipokrit, jenosidè Lèzetazini anvè Ayiti. Nou konprann aklè enjerans, ejemoni, malveyans, piyajè, rasis, kriminèl se mak fabrik relasyon Lèzetazini tabli ak Ayiti, depi «ti konkonm t ap goumen ak berejèn». Se sitou rasin enstabilite politik ak sosyal peyi a nan sipòte diktatè, òganize epi negosye nan enpinite zak malvèsasyon tankou kòripsyon, vyolasyon dwa moun, dilapidasyon lajan Leta. Nou dakò tou gen anpil ayisyen ki ede Lèzetazini atravè CIA akonpli misyon kriminèl, sinik, rasis, piyajè nan peyi a, yo rele ayisyen sa yo konze, machann peyi, esklav salon, oligak kòwonpi, men se pa tout ayisyen tou ki dakò avèk ajisman Lèzetazini nan pa respekte konvansyon ak prensip Dwa Entènasyonal yo. Se ak peyi Lèzetazini vle Ayiti dwe gen relasyon diplomatik. Men verite istorik la : « **Bay kou bliye, pote mak sonje »**.

Chajedafè, **STROMAYER**, Ayiti tankou Lèzetazini siyen Konvansyon Vyèn yo (Conventions de Vienne) ki tabli relasyon diplomatik ant Leta yo. Menmsi, yon jounalis pa ta konnen Prensip Dwa Entènasyonal yo, ki gen rapò ak Konvansyon Vyèn yo, ta poze yon Anbasadè oswa yon Chaje Dafè yon kesyon ki gen pou wè ak zafè entèn peyi kote l akredite a, li ta dwe fèmen bouch li ; men si l ta gen pou reponn, li ta dwe fèt avèk tak epi elegans. Nan menm sans sa a, eleksyon se yon kesyon entèn ki gen pou wè ak souverènte yon peyi, yon etranje, kèlkeswa tit li ta genyen an, pa gen dwa foure bouch li nan koze sa a, se sa yo rele « Dwa pou otodetèminsayon chak Pèp genyen » **(Droit à l'autodétermination des Peuples)**. Men nou konnen tou Lèzetazini se yon peyi enperyalis, ejemonik ki konprann li se jandam monn lan, ki ka tabli baz militè l toupatou epi foure bouch li nan tout sa ki pa konsène l. **Mesye STROMAYER**, monn lan ap chanje, jodi a monn lan vin miltipolè. Kidonk, pale nan radyo pou enfliyanse lopinyon piblik sou kilè ak ki kote Lèzetazini vle pou gen eleksyon pa ladann ankò. Resous peyi yo se pou pèp yo, li pa pou okenn lòt peyi. Fè lagè, kreye gang pou kreye entabilite p ap alamòd ankò.

BAI ap fè w sonje, Mesye Chaje Dafè, ou te di nan entèvyou w yo, ou te an Ayiti nan lane 1990, 1991, kidonk ou sonje tout sa ki te pase tankou enjerans ansyen Prezidan **Jimmy CARTER** nan eleksyon 16 desanm 1990 yo. Pou nou pa twò long, nan lane 2011, BAI ap raple w tou enjerans **Hilarry Rodham CLINTON**, Sekretè Deta ameriken epi **Edmond MULLER**, Reprezantan Sekretè Jeneral LONI nan epòk sa a, nan fè presyon, entimidasyon ak tout kalte menas sou ansyen Prezidan René Garcia PRÉVAL pou te mete kandida **Michel Joseph MARTELLY** nan dezyèm tou eleksyon yo alòske rezilta Konsèy Elektoral Pwovizwa (KEP) a te plase li nan senkyèm pozisyon. Se ankò yon kou Ayiti pran. Kidonk, kesyon an se pa enterè Pèp ayisyen an vre men se pito enterè l, Lèzetazini ap defann nan peyi a epi l ap toujou fè plis pou l tabli ejemoni li an Ayiti. Se rezon sa ki fè depi apre 1986, li pase yon lòt vitès : lòd li te konn ap pase an kachèt ak esklav mantal li yo nan peyi a, patikilyèman sa yo ki anndan Leta a, kounye a li fè l piblikman nan radyo.

"Kreyòl ap pale fòk kreyòl konprann"

Mesye STROMAYER, poukisa lè Pèp ayisyen an ap egzèse dwa libète piblik li, jan atik 28 Konstitisyon ayisyèn 1987 la, atik 21 ak 22 PIDCP ak atik 19, 20 epi 21 Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun yo mande sa, pou pwoteste kont enjerans ak ejemoni peyi w nan zafè entèn peyi l, sendika anbasadè yo ki akredite an Ayiti, tout politisyen san kolòn vètebral yo rele "Core Group", ou pa janm tande vwa l ? Ou pito pale pou konze yo, pou boujwazi revandèz la ak Oligak yo, pou PHTK, pou tout sa yo ki vann peyi a ak gang nan konplisite peyi ki kite zam ak minisyon rive jwen gang yo, nan lide pou anpeche manifestasyon kont yon Premye Minis **Madanm LA LIME** te mete pou sèvi Lèzetazini. Pandan Pèp la ap mande yon tranzisyon koupe fache ak yon ansyen sistèm, ki tabli an Ayiti depi 1806, ki mennen Ayiti anba lokipasyon peyi w depi jiyè 1915 pou rive jouk jounen jodia, Premye Minis defakto ilegal la ap ede w tabli ejemoni Lèzetazini k ap chache peyi pou manniganse yon lòt fòm okipasyon san l pa parèt figi l aklè. Fòs miltinasyonal la si l rive vini, li pra l ranfòse kapasite gang yo pou pèmèt yon lòt Premye Minis defakto ilegal chanje Konstitisyon 1987 la pou ranplase l pa yon lòt ki deja taye tankou yon «rendengòt kalanm planm» pou monte yon KEP ki pra l òganize yon eleksyon bout mamit. Konsa, Lèzetazini pra l enpoze yon lòt maryonèt pou twonpe vijillans popilasyon an k ap revandike yon Tranzisyon koupe fache. Kidonk, Mesye Chaje Dafè, ou petèt pale kreyòl Pèp ayisyen an men ou pa konprann kreyòl li an.

Mesye STROMAYER, Lèzetazini kondwi **Ariel HENRY** tankou bèf y ap mennen labatwa pou fè l mande LONI voye yon Fòs miltinasyonal degize, san l pa parèt tèt li, pou pote Kolera ankò nan peyi a san reparasyon viktim Kolera MINISTA yo, alòske peyi w la konnen trè byen Konstitisyon 1987 la pa bay menm yon Premye Minis legal atribisyon pou mande deplwaman yon Misyon pou Lapè alewè pou **Ariel HENRY** ki ilegal, ki pa gen kalite ak lejitimite. Sa montre aklè se Lètazini ak LONI ki te chwazi l. Anplis sou pwen sa a, Konstitisyon an klè sou kijan pou sa fèt. Kidonk, se Premye Minis defakto ilegal la ak Oligak yo k ap jere miltinasyonal ameriken yo an Ayiti, Lèzetazini ap sipòte men se pa Pèp ayisyen an. Mesye Chaje Dafè, menm Bouki fè filozofi jounen jodi a alewè pou Politik. Se pa lè Ayiti mouri tankou **Georges FLOYD** pou Lèzetazini retire jenou l sou kou l ; retire l depi jodia.

«Kreyòl pale, Kreyòl konprann»!

Boutofen, Mesye Chaje Dafè, BAI ranfòse pozisyon l ki se denonse epi kondane ak tout fòs li konpòtman ejemonik peyi w, Lèzetazini, nan fè enjerans nan zafè entèn Ayiti depi apre lendepandans jouk jounen jodia ak vyolasyon Prensip Dwa Entènasyonal yo, patikilyèman Konvansyon Vyèn yo ki tabli rapò diplomatik ant Leta yo epi defini konpòtman Reprezantan yon lòt peyi nan peyi ki resevwa l la. Anplis, si yon ti minorite zwit, tankou Oligak kòwonpi yo mele ak politisyen zèfeyis, dakò fè djòb sal esklav mantal, soufnantchou, konze pou defann enterè peyi w an Ayiti, se pa tout Pèp ayisyen an ki dakò enjerans peyi w ; kidonk, Lèzetazini pa ka detèmine volonte Pèp la pou anpeche l viv an libète, egalite ak fratènite, jan Prensip Dwa pou Otodetèminsayon Pèp yo rekonèt yo genyen. Jounen jodi a monn monopolè a rive nan bout li menm jan ak sistèm peze souse a ki tabli an Ayiti depi apre lanmò **Jean-Jacques DESSALINES**.

Lonè ak respè.-

*Chaje Dafè nan Anbasad Ameriken an Ayiti.

Mario JOSEPH, Avoka
Biwo Avoka Entènasyonal yo
Pòtoprens, mèkredi
21 fevriye 2024

Société gang-grenée et pensée indigente



Plusieurs centaines de personnes du Parti Politique Pitit Dessalines manifestent au Cap-Haïtien pour exiger la démission du Premier ministre Ariel Henry

Par Leslie Péan

(Première de deux parties)

Le pouvoir d'Ariel Henry s'est engagé ces derniers temps dans une guerre effroyable contre la parole démocratique. Sans tomber dans de banales disputes, les intellectuels dont la profession (sans être péjoratif) est de faire couler de l'encre, ne donnent pas le maximum d'échos aux luttes populaires. Au lieu d'un pas en avant, ils font un pas en arrière sinon deux pas de côté. Nous proposons de mettre en lumière cette irresponsabilité de la manière suivante. Dans cette première partie, nous analysons l'évolution de l'intelligentsia haïtienne dans ses rapports avec la pratique politique, puis la situation actuelle d'Haïti marquée depuis tantôt trois mois par la réapparition soudaine de l'ex-commandant Guy Philippe. Dans la deuxième partie, nous discutons de la critique faite par Erno Renoncourt concernant ce qu'il nomme l'évangile de Guy Philippe.

Au niveau de la forme, par quelque bout qu'on le prenne, le singulier tour qu'a pris l'irruption sur la scène politique de l'ex-commandant et ex-sénateur Guy Philippe et de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP), soulèvent des espoirs au sujet du sens à donner aux évènements qui se déroulent actuellement au pays. Des espoirs qui sont à l'ordre du jour avec l'addition du parti *Pitit Desalin* de Jean-Charles Moïse, les organisations de Rosemond Jean et de Marcelin Myrthil dit « *Arab* ». Le large consensus qui se dégage de ce mouvement à tendance unitaire s'est ajouté à la nouveauté du commandant Philippe pour débarrasser le pays du gouvernement actuel qui s'est mis en quatre pour contrattaquer cette charge subversive. Jean-Charles Moïse est inondé de gaz toxiques le 6 février, l'ex-sénateur Guy Philippe échappe de justesse à une embuscade visant à l'assassiner le lendemain 7 février. *Arab* est arrêté et emprisonné aux Cayes le 12 février, puis transféré à la prison de la Capitale le 16 février.

L'attentat à la grenade contre Monseigneur Pierre André Dumas

La répression continue. Les gangs du pouvoir attaquent l'Archevêque Dumas avec un engin explosif durant la nuit du dimanche 18 février dans la maison où il était hébergé, de passage à la capitale. Le 15 février, l'Archevêque du Département des Nippes, avait dénoncé la gang-grène qui accable toutes les couches sociales. L'ONU (1) a compté plus de 8 400 victimes en 2023, soit une augmentation de 122% par rapport à 2022, dont 83% à la Capitale. *Le Nouvelliste* en une semaine *« 10 000 personnes ont été contraintes d'abandonner leurs résidences suite aux attaques armées perpétrées par des gangs dans plusieurs quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) » (2).*

Selon Thomas Wenski, archevêque de la Floride, il a été transporté d'urgence à Miami au Jackson Memorial Hospital où il reçoit les soins appropriés pour les brulures au visage, aux bras et aux jambes. Cette explosion similaire aux déflagrations d'une grenade, contre le vice-président de la Conférence Épiscopale d'Haïti (CEH) est le plus récent acte de barbarie perpétré par les bandits à la solde du pouvoir pour étouffer toute parole démocratique. Nous lui exprimons notre solidarité et lui souhaitons un prompt rétablissement, de concert avec la CEH et ses confères du Conseil Épiscopal d'Amérique Latine siégeant en Colombie. Ce message a été signé par les Archevêques du Brésil, du Vénézuela ; du Panama ; des Évêques de la République Dominicaine et du Pérou. Nous avons essayé de transcrire son message qui mérite d'être lu avec attention. On peut également l'écouter à l'adresse Eddy Cazeau@pagedevangelisationeddycaz5543

Au niveau du fond, ce discours rappelle celui des théologiens de la libération tels que les Brésiliens Don Helder Camara et Leonardo Boff, le Péruvien Gustavo Gutierrez, l'Haïtien Karl Lévêque et d'autres. Sur les tracées de ce jeune jésuite haïtien, Monseigneur Dumas appelle à l'avènement d'une praxis libératrice en prônant les valeurs de solidarité et d'espérance.

À son retour en Haïti en 1986, après vingt-deux ans d'exil, le jésuite Karl Lévêque, qui était aussi un animateur de Radio Flamboyant, Montréal, et une figure de proue de la revue montréalise *Nouvelle Optique*, devait déclarer : « La seule vraie garantie de stabilité dans la situation actuelle est la menace d'une intervention militaire directe, soit des États-Unis, soit d'une force interaméricaine (ou intercaraïbéenne) suscitée par les Américains et dont personne ne veut en Haïti … sauf bien entendu un certain secteur de la bourgeoisie »(3). On notera que Karl était aussi un professeur de philosophie et un penseur qu'on n'aura jamais fini de connaitre et de faire connaitre.

La conclusion à laquelle est arrivée Karl Lévêque en Avril 1986, se vérifie au quotidien depuis. Les évidences sont solides ….. Avec sa foi, il le faut en effet, Monseigneur Dumas, il y a tantôt trois mois, le 3 novembre 2023, un cri du cœur, un appel à la conscience sur les ondes de Radio Métropole en demandant à toutes les couches sociales de se mettre ensemble pour relever le pays. Constatant l'échec global de la société, l'Évêque des Nippes plaidait pour arrêter la descente aux enfers et appelait à un réveil citoyen contre la dictature de l'individualisme. Il a demandé une unification de toutes les forces sociales pour mettre Haïti sur la voie du progrès. C'est en plein dans cette construction pour qu'Haïti reface surface, un vrai miracle, qu'il a été attaqué.

Persuadé que le discours intellectuel ne suffit pas à changer les choses pour plusieurs raisons, conscient de la nécessité de se serrer les coudes et de se retrousser les manches, Monseigneur Dumas s'est jeté à l'eau avec toute la rigueur nécessaire pour changer les mentalités. Un apport fondamental qui devrait pouvoir aider le mouvement global à multiplier ses manifestations dans toutes les villes du pays, à mettre fin à sa traversée du désert et à trouver sa bonne étoile. Bref, l'initiative héroïque du prélat apporte l'intime conviction de la nécessité de passer à l'action pour sortir du marasme actuel, en créant une relation de confiance avec les masses populaires.

Les intellectuels haïtiens et l'état du monde dans toute sa complexité

Ce qui différencie Haïti et bien d'autres pays de l'Amérique, entre autres, est la faible productivité de son intelligentsia. Combien d'ouvrages sont publiés tous les quatre ou cinq ans par les professeurs d'université ? Au fait, dès le début, les travailleurs de la pensée n'ont pas su ou pu penser le nécessaire pour faire du pays un ilot de prospérité. D'une part, ils ne se sont pas identifiés aux masses paysannes et n'ont pas eu honte des citoyens du pays « en dehors » qui circulaient sans chaussures, presque nus, habitaient dans des taudis, mangeaient avec leurs mains et circulaient à dos d'âne, car il n'y avait pas de routes. Jusqu'au début du 20e siècle, la bourgeoisie du Nord prenait le bateau pour se rendre à Port-au-Prince. À Jérémie, elle dédaignait la Capitale et envoyait ses enfants étudier en Europe, ce qui donnera Etzer Vilaire ou Émile Roumer . D'autre part, les travailleurs de la pensée n'ont pas compris ni fait comprendre aux dirigeants que les **forces matérielles** sont déterminantes en **dernière instance**. Enfin, l'intelligentsia a encouragé le nombrilisme alors que l'immigration était la politique du jour.

Avant même la dette de l'indépendance de 1825, la croissance a été freinée sinon bloquée par la déconnexion entre l'intelligentsia, la classe politique et les masses paysannes et ouvrières au cours des cycles d'accumulation et d'extraversion. Connexion qui constitue l'atout suprême. Nos premiers intellectuels tels que Jean-Jacques Charéron ont été boycottés depuis l'acte de naissance de la nation en 1804. (Eddy Cavé, *Extermination des pères fondateurs et pratiques d'exclusion,* 2022). Dès le départ, il se produit un état d'exclusion entre l'intelligentsia et les masses de cultivateurs. D'un côté, l'intelligentsia des anciens libres, plus attachée à la France par la culture et la grande propriété productrice de denrées d'exportation. De l'autre, les anciens esclaves plus proches de l'Afrique ancestrale par la culture, la langue, la religion, les mœurs et la petite propriété produisant des vivres alimentaires pour la consommation locale. Les deux entités ayant en commun le désir de reconnaissance. De la part de la France par les anciens libres et de la part de ces derniers chez les nouveaux cultivateurs.

L'intelligentsia s'est révélée incapable d'aider les cultivateurs à comprendre l'insertion d'Haïti dans l'économie globale mondiale et d'insuffler le savoir nécessaire au dynamisme économique mais aussi au dynamisme tout court de la société en général. Nos pères fondateurs n'ont pas assimilé la force du commerce maritime ni celle des échanges dans la production de richesses. De ce fait, l'économie coloniale d'exportation du café, du sucre et du coton a continué en obligeant les cultivateurs à travailler sur les plantations des nouveaux grands propriétaires ex-généraux de la guerre de l'indépendance. Les écrits de Boisrond Tonnerre, Chanlatte, Inginac, Bonnet, Dumesle, Edouard, Justin, Madiou, Ardouin, Pradines, Nau, Saint-Rémy, etc. indiquent en clair que l'intelligentsia ne s'est pas identifiée aux masses paysannes pour faire droit à leurs revendications à la terre et à l'éducation et combattre les pratiques de confiscation et d'exclusion légitimées par les codes ruraux.

À l'exception de Pompée Valentin Vastey qui, dans son ouvrage *Le Système colonial dévoilé*, [Cap-Henry [Cap-Haïtien], Imprimerie Roux, 1814] se soustrait de la tendance à se reposer sur les lauriers de 1804, l'intelligentsia ne s'attache nullement à décortiquer l'échange mercantile. Le résultat net n'a pas seulement été la double dette de l'indépendance négociée par le président Boyer en 1825. Il a aussi et surtout entraîné l'incapacité de produire la richesse en mettant en marche un mouvement destiné à sécuriser l'avenir. Les guerres intestines ont centralisé l'espace de création de valeurs autour du pouvoir, unique source de richesses, ouvrant la voie à la pratique des conspirations et des insurrections. Le face-à-face de cette pratique des indemnités qui l'accompagnent a maintenu la société entière dans la précarité et l'orgie de la répression.

Et depuis cette époque, sauf en de rares exceptions, notre intelligentsia est restée enfermée dans les marges des luttes socio-politiques, dans un silence complice, quand elle ne s'est pas acoquinée avec des dictatures, comme elle l'a fait avec Lysius Félicité Salomon sous l'empire de Soulouque. Un ravalement que dénoncera l'intellectuel libéral Edmond Paul dans son ouvrage *Les causes de nos malheurs, Avis au peuple*, 1882, réédité en 2015. Dans l'intervalle, Joseph Saint-Rémy et Linstant Pradines feront le pont et occuperont l'espace conduisant à la percée des intellectuels du Parti Libéral et du Parti National en 1870.

Après la bataille de la rue Pavée de 1879, suivie de l'invasion de 1883 à Miragoâne où périt la fine fleur de l'intelligentsia libérale, il faudra attendre une décennie avant que l'intellectuel Anténor Firmin rallume le flambeau des Libéraux et contribue à relever la patrie de la descente aux enfers commencée depuis 1804. Dans cette même lignée, on mentionnera Hannibal Price et Auguste Magloire. On ne saurait passer sous silence des intellectuels conservateurs tels que Louis-Joseph Janvier, Demesvar Delorme, Frédéric Marcelin, Solon Ménos, Jacques N. Léger, Pauléus Sannon, Semexant Rouzier etc. qui n'ont pas porté le savoir comme une fleur à leur boutonnière. Toutefois, l'intelligentsia a failli à la tache consistant à protéger Haïti de l'assujettissement par la dette tant extérieure qu'intérieure.

Depuis la double dette de l'indépendance de 1825, les emprunts de 1874-1875, 1896, 1910 se sont succédé. La gestion financière a été une catastrophe, à l'exception de l'intermède du ministre Anténor Firmin. La corruption dans les transactions financières et dans les douanes conduit à un manque à gagner énorme pour l'État qui, étranglé, n'arrive pas à fournir les services élémentaires à la population. Après l'exil et la mort d'Anténor Firmin en 1911, l'occupation américaine devait se défaire un à un des intellectuels firministes, en commençant par Rosalvo Bobo en 1915 pour conclure avec Seymour Pradel en 1930. En passant par les intellectuels de *l'Union Patriotique* créée en 1922 par Georges Sylvain, Dantès Bellegarde, etc. (Leslie Péan, « Unité et conjoncture politique en Haïti : *L'Union Patriotique* 1920-1930 », numéro 14, *Collectif Paroles*, Montréal, octobre-novembre 1981).

Le 20e siècle continue avec le mal de la dette extérieure sous l'occupation américaine qui s'est aggravée avec l'emprunt de 1922. Le *New-York Times* (4) a consacré une édition spéciale le dimanche 20 mai 2022, à ce drame de la dette qui a fait pourrir sur pied l'économie d'Haïti. Depuis lors, les intellectuels de droite, membres ou chiens de garde du *statu quo* n'ont pas pu infléchir la politique économique, tout comme ceux de gauche, partisans de nouvelles structures économiques et politiques. **Sans prétendre être exhaustif**, citons, parmi les ténors de ces deux courants, à droite, Jean-Price Mars, Sténio Vincent, Hénock Trouillot, Suzanne Comhaire-Sylvain, Yvonne Hakim Rimpel, Roger Dorsainville, René Piquion, Odette Roy Fombrun. À gauche, on trouve Jacques Roumain, Étienne Charlier, Anthony Lespès, Jacques Stephen Alexis, René Depestre, Gérard Pierre-Charles, Odette Roy Fombrun, Roger Gaillard, Ghislaine Rey Charlier, Karl Lévêque, Suzy Castor, Benoit Joachim, Jean Casimir, Franck Étienne, Jean Dominique, Claude Moïse, Michel-Rolf Trouillot. Entre ces deux courants, on peut inclure, au centre, J.-C. Dorsainvil, Pradel Pompilus, Joseph Chatelain, Leslie Manigat, Jean Desquiron, Marc Bazin, Alain Turnier, Marc Péan et d'autres. À partir de 1957, la dictature duvaliériste s'attaque à l'intelligentsia et provoque une fuite de cerveaux sans précédent dans l'histoire d'Haïti.

L'intelligentsia haïtienne n'a pas procédé à la clarification de la problématique mondiale d'accumulation reposant sur l'échange inégal. De ce fait, le marronnage antérieur à l'indépendance s'est poursuivi sous une forme dévoyée avec la fuite des cultivateurs vers les montagnes, mais aussi avec le comportement corrompu et

suite à la page(16)



Le peuple dit Adieu au régime réactionnaire du Premier ministre de facto Ariel Henry (Le Facteur Haïti)

Voyage au cœur de la mobilisation anti-Ariel Henry !



Dans la capitale, c'est au carrefour de l'aéroport, sous le viaduc ou carrefour Nazon qu'on appelle aussi Kafou rezistans, que les contestataires se donnent rendez-vous…

Par Catherine Charlemagne

(Première partie)

Le chef de la Transition, Ariel Henry, est en Guyana, pour la 46e Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM) qui se tient du 25 au 28 février 2024. Puis, il devait se rendre, à en croire un Communiqué de la Primature, à Nairobi, Kenya pour signer l'accord autorisant ce pays et quelques autres Etats du continent africain à se déployer en Haïti dans le cadre de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti (MMSS). Pour lui, tout est sous contrôle. Sous contrôle ! Pas si sûr. En effet, compte tenu de ce qui s'est passé les lundi 5, mardi 6 et mercredi 7 février 2024 en Haïti, notamment à Hinche, au Cap-Haïtien, à Ouanaminthe, à Miragoâne, à Jérémie, aux Gonaïves, aux Cayes, à Petit-Goâve, à Mirebalais, sans compter à Port-au-Prince et Pétion-Ville, il est incontestable que le pouvoir ne contrôle pas vraiment le pays.

Ariel Henry, peut toujours arguer qu'il n'a pas quitté le pouvoir le 7 février comme le lui ont demandé les oppositions et une large partie de la population. Néanmoins, l'évidence est là, il n'a plus d'autorité sur personne, peut-être seulement sur ses forces de police qui tuent pour lui et brutalisent des enfants des rues. On le sait tous, depuis plusieurs semaines, un Communiqué publié dans le journal officiel *Le Moniteur* le mardi 23 janvier 2024, mettait en hors la loi la structure dénommée BSAP (Brigade de Sécurité des Aires Protégées) qui est le bras armé de l'ANAP (Agence Nationale des Aires Protégées), un organisme public autonome du Ministère de l'Environnement. Ce communiqué fait injonction aux agents de la BSAP non seulement de déposer les armes, mais aussi de demeurer confiner dans leurs bases ou casernes jusqu'à nouvel ordre. Or, comme nous l'avons déjà écrit, depuis le limogeage du Directeur général de l'ANAP, Jeantel Joseph, patron de la BSAP, c'est comme si le régime intérimaire avait activé un nouveau front contre sa présence à la tête du pays.

En effet, après que l'ancien chef rebelle Guy Philippe, tout frais expulsé des Etats-Unis où il a purgé une peine de six années de prison pour trafic de drogue, ait lancé le soulèvement général contre le gouvernement, précédé des appels de l'opposition qui réclamait la démission du Premier ministre Ariel Henry, ce sont les agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées qui rentrent dans la danse pour réponde au mot d'ordre de la population qui veut coute que coûte renverser le régime. En réalité, cela fait déjà plus d'un mois que le pays se retrouve sens dessus dessous. Pas une grande ville haïtienne n'est épargnée par le mouvement de contestation dont l'objectif est le départ d'Ariel Henry cumulant le poste de chef de gouvernement, de ministre de l'Intérieur, de Président de la République, de Président du CSPN, etc. Mais, dans cette situation de révolte, il y a des régions qui sont plus touchées que d'autres. Le Grand Sud et le Grand Nord sont les noyaux durs de la contestation.

La ville de Jérémie, bastion des partisans de Guy Philippe où plusieurs journalistes, notamment, Wadson Pierre Richard, Wilborde Ymozan, Lemy Brutus, Stanley Belford, Samuel Auguste, Schneider Paulson ont été victimes de brutalité policière. Les habitants de la Cité d'Alexandre Dumas paient depuis le début de cette contestation, un très lourd tribut. La ville des Cayes où l'ex-Commissaire de police compte énormément de sympathisants demeure elle aussi sur les barricades depuis plus d'un mois. Le 7 février 2024, les partisans de EDE et de la plateforme Pitit Dessalines avaient envahi les rues de la ville avec des pancartes demandant le départ du Premier ministre. Le grand boulevard des Quatre-chemins a été le théâtre d'un drame, un jeune manifestant a été poignardé au cours de la manifestation et l'UDMO a fait usage de manière exagérée de gaz lacrymogène. La veille, il y a eu plusieurs blessés par balle suite à des tirs nourris des agents de l'UDMO. Rappelons que c'est dans cette ville que le militant et activiste politique Myrthil Marcelin dit *Arab* a été arrêté le 12 février 2024 par les agents de sécurité du Délégué du département.

Ces deux métropoles - Jérémie et Les Cayes - ne cessent d'alimenter le mouvement initié par Guy Philippe depuis son retour au pays. Mais, il y a aussi le département des Nippes, plus précisément, la ville de Miragoâne, le fief du Commissaire du gouvernement (Procureur) Ernest Muscadin, rebelle aux yeux des autorités de Port-au-Prince qui n'apprécient guère sa manière de faire justice à l'encontre des gangs. Or, il a acquis auprès des Haïtiens la réputation d'être un incorruptible. De ce fait, c'est sans effort que la population de l'agglomération Miragoânaise a adhéré au mouvement de contestation engagé contre le pouvoir. Ainsi, il ne se passe pas un jour sans que cette ville ne se transforme en tribunal populaire et contestataire pour réclamer la démission du Premier ministre et ses alliés. La journée du lundi 29 janvier 2024 a été particulièrement mouvementée. Les écoles et les commerces ont été paralysés. Le Port de Miragoâne, l'un des plus actifs du pays, ne fonctionnait qu'au ralenti, tandis que les portes des établissements bancaires et autres administrations publiques et privées sont restées fermées.

La population était plus que motivée le 7 février 2024. Plusieurs milliers de manifestants ont parcouru les artères de la ville jusqu'au carrefour Desruisseaux aux cris de « Si Ariel pa ale, nap mete dife » et « Ti rès la se pou pèp la ». Les agents de la BSAP, eux aussi, avaient pris la rue comme ils le faisaient depuis des semaines. Venus de Chalon, ils ont clôturé leur manifestation du côté de Gros-Trou, sans entrer dans le centre-ville de Miragoâne à la grande déception des manifestants qui voulaient s'y rendre et entendaient porter leurs revendications devant la Délégation (Préfecture). Signalons qu'aucune institution publique et privée n'a pu fonctionner dans les Nippes. Surtout les locaux de l'ONA qui ont subi une attaque de la part des contestataires. Enfin, ce même 7 février 2024, une Conférence de presse avait été organisée par le parti EDE de l'ancien ministre des Affaires Etrangères, Claude Joseph, avec des proches de l'ancien sénateur Guy Philippe.

En remontant vers la capitale, les choses ne sont pas mieux. La ville de Petit-Goâve, dans la région des Palmes servant de passerelle entre l'Ouest et le Sud, devient, depuis des années déjà, le marqueur selon lequel les observateurs prennent l'ampleur d'une contestation sociopolitique contre le pouvoir de Port-au-Prince. Ainsi, la ville de Faustin Soulouque a su garder sa réputation de ville contestataire devant les villes des Gonaïves et de Saint Marc dans l'Artibonite. A Petit-Goâve, le Palais de justice et la Mairie sont incendiés, tandis que la population procède à la fermeture de la route nationale N° 2, l'unique voie d'accès conduisant vers trois départements, notamment, la Grand'Anse. Réputée pour être une des villes les plus dures en terme de mobilisation anti-gouvernementale, Petit-Goâve est et demeure l'un des fers de lance du mouvement de Guy Philippe où, d'ailleurs, le tombeur de Jean-Bertrand Aristide a proclamé le premier son intention de vouloir conduire une révolution pour mettre à bas le « système » quasi féodal qui gouverne la République depuis sa fondation. A quelques kilomètres de là, on rentre dans la ville de Grand-Goâve.

Plus timide que sa grande sœur, Grand-Goâve est pourtant sur le pied de guerre. Là aussi les barricades sont légion. C'est difficilement qu'on arrive à traverser la ville après des négociations avec les émeutiers dont les revendications ne sont pas différentes que celles du reste du pays : la démission du chef de la Transition, Ariel Henry. Enfin, la ville de Léogâne pointe son nez, c'est la grande banlieue au Sud de Port-au-Prince. Elle aussi, depuis quelques décennies, s'illustre dans les manifestations anti-gouvernementales. Léogâne a été entre 2018 et 2021 l'une des villes-clés pour l'opposition anti-Jovenel Moïse. Elle a accueilli plusieurs Congrès, rencontres et autres activités de l'opposition durant toute la présidence de Jovenel Moïse. L'on se souvient de ce grand rassemblement durant lequel on a vu certains participants armés de machettes, de coutelas et autres armes blanches se disant prêts à en découdre avec le pouvoir si le Président n'abandonnait pas le Palais national avant le 7 février 2021. En refusant d'obtempérer, bien que son mandat constitutionnel courrait jusqu'au 7 février 2022, le chef de l'Etat l'a payé de sa vie.

Sous Ariel Henry, Premier ministre de fait, Léogâne a repris du service, certes, moins guerrière mais non moins active dans la lutte pour le renversement du chef de la Transition. Si les leaders de l'opposition n'ont rien organisé de conséquent pour le moment dans la Cité de la reine Anacaona, n'empêche que plusieurs manifestations ont déjà eu lieu dans cette ville si proche mais si loin de la capitale. De Léogâne à Port-au-Prince, il n'y a qu'une grande ligne droite en traversant Carrefour, la ville de feu Eric Jean-Baptiste de Père Eternel Loto, Secrétaire général du RDNP, victime de l'insécurité, assassiné par un gang sous le contrôle, dit-on, d'un chef de l'ex-opposition aujourd'hui au pouvoir. Mais, pour y arriver, il faut s'armer de patience et surtout de courage. Cardiaque s'abstenir ! Et pour cause. Il y a le fameux Rond-point de Mariani, occupé depuis peu par des gangs qui rivalisent d'efforts et de stratégies pour s'approprier plus de territoires que le gouvernement leur livre ou tout au moins abandonne. Ce sont ces fameux « Territoires perdus » de la République auxquels la ministre de la justice, Émmelie Prophète-Milcé, faisait allusion.

Dans ce nœud stratégique, trois solutions s'offrent aux automobilistes et voyageurs : (1) s'acquitter d'un droit de passage aux gangs contrôlant ce territoire, (2) se faire exécuter sur le champ pour refus d'obtempérer, (3) tenter un passage en force avec la garantie de se faire tuer quelques mètres plus loin pour désobéissance aux lois de ces malfaiteurs. En quittant ce poste de péage géré par les criminels, après les formalités requises, l'on pénètre à Carrefour, banlieue autrefois paisible. Aujourd'hui, devant l'indifférence des autorités centrales au sort de la population, celle-ci aussi monte au créneau et réclame la démission du régime de Transition. Au moment même où on manifeste contre l'insécurité et la vie chère, le départ du Premier ministre vient se greffer dans les revendications. A Carrefour, en effet, il devient difficile, voire risquer de s'aventurer dans le rare, très rare transport collectif faisant le trajet Carrefour/Centre-Ville de Port-au-Prince ou même jusqu'à Portail Léogâne.

Si en risquant sa vie on y parvient péniblement, l'on est vite rattrapé par le mouvement de contestation qui traverse le pays depuis plus d'un mois. Port-au-Prince, cette mégalopole qui a hiberné durant deux ans se réveille brutalement aux cris et aux appels des anciens et nouveaux leaders de l'opposition. Il y a ceux qui ont rejoint dès le premier jour Ariel Henry à la publication du fameux Tweet du *Core Group* le nommant ou confirmant Premier ministre en lieu et place de Claude Joseph. Ensuite, ceux donnant suite aux divers Accords, notamment, - Musseau et 21 décembre 2022 - qui ont intégré le régime de Transition. Si depuis, des historiques à l'instar de Me André Michel, Marjorie Michel, du SDP, la Fusion de Edmonde Supplice Beauzile, d'INITE et une branche de PHTK, gardent leur soutien au Premier ministre, tel n'est pas le cas pour d'autres. Jean-Charles Moïse de Pitit Dessalines, Liné Balthazar de PHTK ont pris leur distance et comptent bien montrer la sortie de la Primature à un Ariel Henry s'accrochant au pouvoir comme s'il avait reçu un mandat qu'il compte bien défendre à l'exemple de ses prédécesseurs.

Dans la capitale, c'est au carrefour de l'aéroport, sous le viaduc ou carrefour Nazon qu'on appelle aussi *Kafou rezistans,* que les contestataires se donnent rendez-vous à chaque fois qu'ils comptent se mobiliser contre les gouvernements en place. Depuis que les chefs de l'opposition, quasiment tous, ont fait du 7 février 2024 la date à laquelle Ariel Henry devait quitter le pouvoir, ce lieu symbolique ne désemplit pas. Ce carrefour est un nœud névralgique de Delmas et de Port-au-Prince même en cette période d'insécurité galopante où les gangs ne sont pas loin. Ce quartier de Delmas 17 est animé quasiment en continu de jour comme de nuit. Alors, jour après jour, semaine après semaine, les rassemblements anti-gouvernementaux se succèdent et ne faiblissent point. Partis de carrefour Nazon, les manifestants prennent la direction de Pétion-Ville. Parfois, arrivés à la jonction de Delmas 60, selon l'itinéraire choisi ou autorisé, ils prennent soit la direction de Delmas 60 pour arriver devant la Villa d'Accueil à Musseau où siège désormais la Primature et ensuite la route de Bourdon pour se rendre au Champ de Mars dans les parages du Palais national.

Ou alors, soit de la route de Delmas, ils poursuivent jusqu'au centre de Pétion-Ville avant de faire demi-tour en passant par l'avenue Panaméricaine ou la route de Bourdon jusqu'au Centre-Ville de Port-au-Prince avec forcément une escale devant les bureaux du Premier ministre à Musseau. La capitale, malgré l'insécurité, est le centre de la contestation où l'on enregistre le plus de dégâts matériels et de victimes. Car, les forces de l'ordre, en dépit de tout, continue d'assurer la protection des bâtiments administratifs et la sécurité des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires de l'Etat.

(A suivre)

C.C

Flouting High Court and Haitian Outrage, U.S. Storms Forward with Kenyan-Led Haiti Intervention



Kenyan President William Ruto (left) with de facto Haitian Prime Minister Ariel Henry in New York on Sep. 21, 2023.

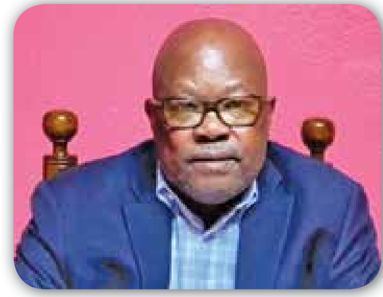


Investigating Judge Walther Wesser Voltaire apparently indicted Martine Moïse for "criminal involvement" in the murder of her husband Jovenel on Jul. 7, 2021.

by Kim Ives

Just as it is opposing and trampling the International Court of Justice's ruling against Israel's genocidal campaign in Gaza, Washington is running roughshod over the Kenyan High Court's Jan. 26 ruling that the East African nation's police force cannot be deployed to Haiti under Kenya's Constitution.

The Court explained that, to be legal, Haiti would have to request a "bilateral" arrangement for deployment with Kenya, an apparent loophole that Washington and Kenya's President William Ruto leapt for.



Mario Joseph of the BAI: "Mr. Stromayer... the BAI... denounces and condemns with all its might the hegemonic behavior of your country, the United States, in interfering in Haiti's internal affairs."

At an Italian-Africa summit in Rome on Jan. 30, Ruto declared that the mission would go ahead as soon as "all the paperwork is done between Kenya and Haiti on the bilateral route that has been suggested by the court."

But Dr. Ekuru Aukot, the opposition lawyer who brought the successful suit against the Kenyan police deployment, explained on X: "Only a legitimately elected president who then forms a legitimate government pursuant to the Haiti constitution can make such a request. An imposed [de facto] PM, Ariel Henry, cannot make such a request. Besides, there must be a reciprocal agreement between Kenya and Haiti. That agreement has to be sanctioned by the Haitian Parliament. Haiti doesn't have a parliament as we speak." Many Haitian and Kenyan legal experts and analysts seconded Aukot's assessment.

However, Washington, Henry, and Ruto were undeterred. On Feb. 9, Kenya sent a 10-member delegation to Washington to meet with U.S. officials and Haiti's Justice Minister Emmelie M. Prophète accompanied by Haitian National Police (PNH) Chief Frantz Elbé and three others from the police brass.

(The leader of Kenya's delegation, Inspector Walter Nyankieya Nyamato, 39, personal assistant to Deputy Inspector General of Kenya's Police, Noor Gabow, was found face-down dead on the bed of his Washington hotel room on the morning of Feb. 14. His brother traveled to Washington from Minnesota, but U.S. authorities refused to give him any information about the highly suspicious death, the cause of which has still not been announced.)

To create the impression of momentum and fait accompli, several other announcements were made last week. On Feb. 22, Canada announced that it would contribute CAN$80.5 million (US$59.4 million) to the nominally Kenyan-led Multinational Security Support mission (MSS) to Haiti. (The U.S. has pledged $200 million, while the overall price tag will be about $620 million.) Then, on Feb. 26, U.S. Ambassador to the UN Linda Thomas-Greenfield announced at the CARICOM Summit in Guyana that Benin had committed 2,000 troops to the MSS.

Finally, on Feb. 27, Haiti's Henry left the Summit for Nairobi, where he will go through the motions of signing a bilateral security deal with Kenya, no matter how meaningless the document, given his illegitimacy and unpopularity in Haiti.

Meanwhile, a draft indictment by Investigating Judge Walther Wesser Voltaire's investigation into President Jovenel Moïse's Jul. 7, 2021 assassination was leaked last week, but it has dramatically backfired on Henry because of its patently absurd methods, content, and conclusions.

Instead of identifying the intellectual authors and financial backers of the murder conspiracy and pursuing more facts and evidence like that presented in an extensive 2021 police report, Voltaire allegedly (the document is not signed or released by the Government Commissaire as required by law) indicts 51 people, the most important of them on the basis of highly questionable interviews with central conspirators, like Félix Joseph Badio.

Controversially named in the document are Jovenel's widow, **Martine Moïse**, who was gravely wounded in the attack; **Claude Joseph**, Jovenel's interim Prime Minister who has been at the forefront of the movement demanding justice for the crime; former Police Chief **Léon Charles**, who, in the wake of the leak, resigned from his post as Haiti's Ambassador to the Organization of American States (OAS), and **Jeantel Joseph**, head of the Brigade for Surveillance of Protected Spaces (BSAP), which has become a militia dedicated to Henry's removal and revolutionary change in Haiti.

Not named, despite having given evasive answers to evidence suggesting his collusion in the plot, is Ariel Henry himself, with whom Voltaire allegedly reviewed the report, according to some radio pundits.

Martine Moïse's lawyer wrote to the court questioning the document's authenticity, lacking signature or seal. Furthermore, "the mandate of the investigating judge had already expired before the dissemination on online platforms of this alleged order, devoid of any authentication," wrote Emmanuel Jeanty. "This temporal inconsistency justifies reasonable doubts about the judicial process' integrity and raises concerns about the validity of these events."

Claude Joseph called the document "shaky," "far-fetched," and "political." Léon Charles called the purported indictment "absolutely unjust and slanderous" as he resigned so he can "vigorously combat, by all legal means, the fanciful accusations brought against me."

A shadow also hangs over Henry following a Feb. 18 house explosion which severely burned Bishop Pierre André Dumas, who is now being treated in a Miami hospital. Dessalines Children leader Moïse Jean-Charles accused the government of being behind the blast because Dumas was going to issue a critical statement against Henry, Jean-Charles said.



Kenyan Inspector Walter Nyamato died in a Washington hotel room under suspicious circumstances on Feb. 14. No cause of death has yet been issued

Meanwhile, the Haiti-Truth website published an authoritative and damning exposé on what it reported was blatant corruption between the U.S. Embassy's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL) and members of the PNH leadership.

"The INL office issued a letter to a Haitian individual suspected of illegal weapons/ammunition smuggling, a contract for $4,000,000 to supply teargas and protective vests for the PNH," Haiti-Truth reported. "Rumors suggest something like $2,000,000 of this was skimmed, a fact that can only be proved, or disproved, by examination of the prices charged, by INL friends, and the real economy.

"The INL letter went to an individual/company known to pay off PNH personnel," the report continued. "We know that, the INL must know that – as part of their job – but they still supported corruption."

An order was made to resupply the PNH which was almost out of ammunition in August 2023, and the "supplier completed their end of the requirement, but the PNH derailed the paperwork. All of the required material was sitting – packaged – on the docks – for immediate shipment to Haiti. Some pallets of ammunition would have gone by air." But "everything died...along with some PNH officers" and "no reason was given for the failure to complete the transaction five months ago."

"INL's Philippe Arthur was going to partner with PNH Logistics Director Marjory St. Jean, and others, to take the contract, inflate prices, and split the profits."

The website concludes that PNH brass is selling ammunition to Haiti's criminal gangs and that the INL either does or should know about it.

This report reveals the hypocrisy of the U.S. State Department's campaign to import thousands of foreign troops into Haiti at the cost of hundreds of millions of dollars and terrible bloodshed, while it undermines the functioning and financing of the PNH itself.

This corruption and disregard of national and international law has even pushed some sectors of Haiti's bourgeoisie to panic. On Feb. 25, a new coalition called Members of the Haitian Private Sector Revolt (MESPHAR) issued a statement that it is "outraged by the complacent, even complicit, attitude of other members of the Haitian private sector [ADIH, CCIO/CCIH, AMCHAM, CCIHC, CFHCI, APB, TOURIST ASSOCIATION, ORGANIZED CIVIL SOCIETY] towards the government of Ariel Henry, who does nothing to curb the massacre of the innocent population" and called on Henry to resign by Feb. 29 or "all industries, business houses, and private banks will have to close their doors from Mar. 1, 2024, until the departure of this de facto government." The statement is signed by Romeo Halloun, a supporter of the 1991-1994 coup d'état against President Jean-Bertrand Aristide, indicating how widespread the hatred of Henry's regime has become.

But in the end, most of Haiti sees Henry as simply Washington's puppet. On Feb. 21, Mario Joseph, the lead lawyer of the Office of International Lawyers (BAI) put out an open letter which took U.S. Chargé d'Affaires Eric William Stromayer to task.



Philippe Arthur, the chief of the U.S. Embassy's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL) unit, stands accused of corrupt dealings with PNH brass.

"Mr. Stromayer, the United States drives Ariel Henry like cattle being led to the slaughter to make him ask the UN to send a disguised Multinational Force, without showing itself, to bring cholera back to the country without reparations to the cholera victims..., while your country knows very well the 1987 Constitution does not even give a Prime Minister the legal authority to request the deployment of a 'peace mission' since Ariel Henry is illegal, and has no quality nor legitimacy," Joseph wrote. "The BAI... denounces and condemns with all its might the hegemonic behavior of your country, the United States, in interfering in Haiti's internal affairs since independence until today and violating the Principles of International Law, particularly the Vienna Conventions that establish diplomatic relations between States and delineate the behavior of an ambassador in a host country."

L'EMPIRE DU CHAOS SE DÉCHAÎNE, PI



Peinture satirisée de la Statue de la Liberté peinte sur le mur de l'ancienne ambassade américaine, à Téhéran, Iran - Spoutnik Inde, © AP Photo/ Ebrahim Noroozi

Par SL Kanthan

Le monde est confronté à des temps périlleux alors que les conflits s'intensifient dans des régions clés comme l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie. Les États-Unis, au cœur de bon nombre de ces conflits, cherchent à maintenir leur domination dans un paysage mondial en évolution, mais les chances sont minces.

Nous vivons la période la plus dangereuse et la plus prometteuse de notre vie. C'est dangereux, car il existe de multiples foyers de conflits qui se produisent simultanément dans des régions stratégiques – l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie – et qui impliquent les entités les plus puissantes du monde telles que les États-Unis, la Russie, l'UE et la Chine.

Bien sûr, le seul acteur commun sur tous ces théâtres sont les États-Unis, qui tentent de rejouer les scénarios de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les grandes puissances se sont autodétruites, laissant les États-Unis en sécurité à distance. D'un autre côté, l'aspect prometteur de notre époque est la montée d'un monde multipolaire.

Une théorie générationnelle connue sous le nom de Quatrième Tournant prévient que tous les 80 ans – ou quatre générations – l'humanité plonge dans de grandes catastrophes, parce que les personnes qui ont enduré d'immenses souffrances ne sont pas là pour nous avertir. Étrangement, 80 ans se sont écoulés depuis la Seconde Guerre mondiale, et regardez ce qui se passe en Europe et en Asie.

L'Europe connaît l'amnésie et mène une guerre par procuration contre la Russie ; et le Japon est en train de réécrire sa Constitution pour déclencher une guerre avec la Chine. Il est assez étonnant que les Européens et les Japonais ne comprennent pas qu'ils ne sont que des pions sacrificiels de l'Empire du Chaos. Les survivants de Dresde et de Hiroshima ne sont plus en vie pour nous avertir.

Il y a quelques jours, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, le secrétaire d'État américain Blinken a eu une erreur freudienne lorsqu'il a déclaré : « Si vous n'êtes pas à la table avec nous, vous serez au menu ». Il s'agit d'une mentalité impérialiste et barbare qui menace littéralement de tuer quiconque cherche une voie indépendante. Il s'agit de la fausse liberté selon ce qu'on appelle « l'ordre international fondé sur des règles », qui se traduit par « nous établissons les règles, nous changeons les règles à tout moment, les règles nous favorisent toujours et vous devez docilement obéir à nos ordres ».

Les mythes de l'empire américain

Les États-Unis d'Amérique sont une nation jeune, vieille d'environ 250 ans. Pire encore, de nombreux Américains font l'objet d'une propagande avec des expressions telles qu'exception, pays le plus grand, pays le plus riche ou superpuissance mondiale. Tous ces termes sont faux ou trompeurs. L'empire américain est un épisode de l'histoire du monde et les États-Unis connaissent un déclin rapide.

Pour de nombreux Américains, il serait surprenant de découvrir que les États-Unis étaient plutôt agricoles et sous-développés jusqu'au tournant du 20ème siècle. Même dans les années 1930, 90 % des Américains ruraux n'avaient pas accès à l'électricité. C'est la Seconde Guerre mondiale qui a sauvé les États-Unis de la Grande Dépression, fait du dollar une monnaie de réserve mondiale et transformé les États-Unis en empire.

De plus, les États-Unis ont bénéficié d'un grand essor technologique grâce à l'exode massif des scientifiques européens ainsi qu'au vol pur et simple des inventions allemandes pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Plus tard, les États-Unis ont volé l'expertise du Japon en matière de semi-conducteurs dans les années 1980 dans le cadre de l'Accord du Plaza.

L'immigration des personnes les plus intelligentes de Russie, d'Inde, de Chine, etc. a également aidé les États-Unis à maintenir leur avance scientifique au cours des dernières décennies – même si l'éducation américaine se classe au bas de l'échelle des pays développés et que la moitié de tous les adultes américains sont analphabètes.

L'empire en déclin rapide

Ce que beaucoup de gens ne réalisent pas, c'est que les États-Unis ont atteint leur apogée en 1950, lorsqu'ils représentaient la moitié du PIB mondial et étaient le roi du secteur manufacturier. Depuis, la situation s'est dégradée. Aujourd'hui, la part des États-Unis dans le PIB mondial a été réduite de moitié. Le transfert de pouvoir de l'Ouest vers l'Est depuis la fin de la guerre froide est stupéfiant.

En termes de pouvoir d'achat (PIB PPA), la Russie est plus grande que l'Allemagne, la Chine est plus grande que les États-Unis, l'Asie est plus grande que les États-Unis et l'Europe réunis, les BRICS sont plus grands que le G7 et les pays en développement sont plus grands que les pays développés.



Sur cette photo d'archive du 8 juin 2021, un joggeur passe devant un campement de sans-abri dans le quartier de Venice Beach à Los Angeles. Le gouverneur de Californie Newsom a approuvé jeudi 16 septembre 2021 deux mesures visant à contourner les ordonnances de zonage locales alors que l'État le plus peuplé est aux prises avec la flambée des prix de l'immobilier, une pénurie de logements abordables et un sans-abrisme persistant. Newson a signé la législation la plus importante, malgré le fait que près de 250 villes s'y sont opposées, affirmant qu'elle saperait, de par sa conception, la planification et le contrôle locaux. © AP Photo / Marcio José Sánchez

En termes de fabrication, de commerce, de classe moyenne, de croissance économique, de brevets, d'articles scientifiques, etc., l'Asie est devenue le pôle clé. Dans 37 des 44 technologies de pointe, la Chine occupe la première place.

Même en termes de prouesses militaires, la Russie et la Chine disposent de missiles hypersoniques que les États-Unis sont incapables de maîtriser. Au cours des deux dernières années, la manière dont la Russie a gagné contre les États-Unis, l'OTAN et l'Europe réunis en Ukraine est un témoignage étonnant de l'évolution de l'ordre mondial.

La capacité de production militaire de la Russie s'est également révélée meilleure que celle de l'Occident collectif. Aujourd'hui, l'Ukraine est confrontée à une grave pénurie d'armes et de munitions, mais les États-Unis sont incapables de fabriquer des produits de base tels que des obus d'artillerie. La seule arme dont les États-Unis disposent encore contre la Russie est la propagande, dans laquelle les États-Unis règnent en maître.

Bon sang, même les Houthis du Yémen abattent les drones américains d'une valeur de 30 millions de dollars avec des missiles d'une valeur de 10 000 dollars. Les Houthis sont également les tous premiers au monde à utiliser des missiles balistiques antinavires. Imagine ça.



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken © Spoutnik / Ramil Sitdikov

En diplomatie, les vastes puissances de l'empire américain ont été inutiles face à la Russie au cours des deux dernières années. Les sanctions sans précédent des États-Unis et de l'Union européenne n'ont pas isolé la Russie, ni fait s'effondrer l'économie russe, ni transformé le président russe Poutine en persona no grata, comme le fantasmaient les impérialistes. Au grand dam des impérialistes, l'économie russe a continué de croître et a dépassé l'Allemagne en tant que plus grande économie d'Europe ; l'ensemble du Sud est resté un ami fidèle de la Russie ; et le journaliste américain Tucker Carlson s'est rendu à Moscou pour interviewer Poutine et a publié la vidéo, qui a été vue un milliard de fois. Sur les réseaux sociaux américains comme Twitter/X, Poutine est infiniment plus populaire que Biden.

Alors que les États-Unis dépendent de diktats, la Chine et la Russie ont utilisé la diplomatie et le raisonnement pour arbitrer la paix entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La détente entre les deux puissances islamiques change la donne géopolitique et entraînera des changements tectoniques au Moyen-Orient. Ce rapprochement peut également servir de modèle pour d'autres pays d'entraînement.

Plus intéressant encore, les sanctions anti-russes et la militarisation du dollar se sont retournées contre eux de manière spectaculaire et ont accéléré la dédollarisation dans le monde. Depuis lors, cinq pays ont rejoint les BRICS et plus de 30 pays souhaitent rejoindre la coalition anti-unipolarité cette année. Notez que sans la primauté du dollar américain, il n'y aura pas d'empire américain.

Au Moyen-Orient, les États-Unis espéraient éliminer tous les acteurs indépendants et établir leur suprématie inégalée dans cette région géostratégique et riche en ressources. Les attentats du 11 septembre ont fourni aux États-Unis la couverture idéale pour mettre en œuvre cette grande stratégie. Cependant, 20 ans et des milliers de milliards de dollars après l'invasion illégale de l'Irak, les États-Unis sont désormais expulsés sans ménagement d'Irak et de Syrie.

Quant à la guerre menée par Israël contre Gaza, soutenue par les États-Unis et l'Union européenne, le monde prend une position morale en faveur des enfants et des femmes palestiniens impuissants, piégés et bombardés dans le camp de concentration. L'Afrique du Sud a déposé une plainte pour génocide auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ) ; et le président brésilien Lula a comparé le massacre de Gaza à l'Holocauste.

La trinité des défis lancés à l'empire américain

Alors que l'empire américain fait face à une révolte silencieuse partout dans le monde, les défis les plus profonds proviennent de trois pays : la Russie, la Chine et l'Iran. Et ce « problème » est aggravé par le fait que les États-Unis les ont tous ciblés en même temps. Fini le pragmatisme astucieux des présidents Eisenhower et Nixon, qui ont respectivement embrassé l'URSS et la Chine pour jouer à diviser pour régner. Aujourd'hui, poussés par l'orgueil et l'ignorance, les États-Unis ont réussi à rapprocher trois de leurs plus grands rivaux.

Étonnamment, le triumvirat n'est pas un concept surprenant. Dans les années 1990, le sage géopolitique américain Zbigniew Brzezinski l'a expliqué dans son livre The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives . Il a écrit : « *Potentiellement, le scénario le plus dangereux serait une grande coalition réunissant la Chine, la Russie et peut-*



Des gens inspectent les débris et les décombres d'un bâtiment lourdement endommagé par les bombardements israéliens, à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 11 février 2024. © AFP 2023 Saïd Khatib

être l'Iran, une coalition antihégémonique unie non pas par une idéologie, mais par des griefs complémentaires. » Quelqu'un peut-il donner un avertissement plus explicite que celui-ci ?

Cependant, les Américains ont suivi d'autres conseils perturbateurs de Brzezinski – élargir l'OTAN, tenter d'expulser la Russie de Crimée et de la mer Noire, maintenir les vassaux – comme l'Europe et le Japon – faibles et soumis, et tenter de saboter la montée de l'Eurasie.

Si ces tactiques machiavéliques ont fonctionné dans une certaine mesure, elles ont également transformé les États-Unis en un empire de mensonges, de tyrannie et de cruauté. La guerre contre l'Irak basée sur des mensonges avec des armes de destruction massive… elle parraine Al-Qaïda et les terroristes associés en Tchétchénie et en Syrie… elle déstabilise tout le Moyen-Orient… elle tue des millions de personnes à cause des sanctions et des guerres… elle finance et arme les néo-nazis en Ukraine… elle détruit l'économie européenne…


Une tente et des débris reposent sur McPherson Square à Washington © AP Photo / Patrick Semansky

elle détruit l'économie européenne, le libre-échange et l'OMC avec des guerres commerciales et des guerres technologiques contre la Chine… en bombardant des millions de personnes à Gaza, une prison à ciel ouvert où la moitié de la population est composée d'enfants… la liste est longue.

Malheureusement, aucun expert géopolitique aux États-Unis n'a expliqué comment l'Amérique pourrait diriger le monde en se concentrant sur l'industrialisation, la science, la technologie, les infrastructures, la classe moyenne, la santé physique, la santé mentale et les valeurs sociétales saines.

Au lieu de cela, les États-Unis ont été repris par Wall Street, les grandes sociétés pharmaceutiques, le complexe militaro-industriel d'espionnage et d'autres groupes d'entreprises parasites. L'Amérique s'est désindustrialisée, a délocalisé ses activités manufacturières essentielles et a créé des bulles d'actifs et de dettes pour cacher la baisse du niveau de vie.

Les jeunes Américains ont une dette étudiante de 1 700 milliards de dollars, ce qui est supérieur au PIB de l'Australie. Les Américains dépensent également 4 500 milliards de dollars chaque année en soins de « santé », mais ont une espérance de vie inférieure à celle de la Chine.

Le gouvernement américain emprunte désormais 3 000 milliards de dollars par an, tandis que 60 % des Américains vivent de chèque de paie en chèque de paie. Pourtant, la nation la plus endettée prétend être la plus riche du monde. Dans un pays où une juge de la Cour suprême a déclaré qu'elle ne pouvait pas dire qui est un homme ou une femme parce qu'elle n'est pas « biologiste », les mots n'ont aucun sens.

En termes de santé physique, considérez que le taux d'obésité aux États-Unis a triplé, passant de 15 % à 45 % depuis 1980. Pourtant, aucun expert en nutrition de Stanford ou de Harvard ne peut comprendre pourquoi. De même, le nombre d'Américains prenant des antidépresseurs et des drogues illicites a explosé au cours des trois dernières décennies.

Un nouveau terme appelé « morts du désespoir » a été inventé pour décrire la façon dont les Américains meurent à cause de la pauvreté, du chômage et d'un sentiment de désespoir. Des villes sont véritablement en train de mourir partout aux États-Unis – entre New York et la Californie – mais elles ne reçoivent aucune aide du gouvernement ou des entreprises.

Pour détourner les masses de la triste réalité, les élites américaines ont créé toutes sortes d'ingénierie sociale et d'idéologies sexuelles qui détruisent les jeunes Américains. Les répercussions sur la démographie seront dramatiques d'ici une génération. Ensuite, pour compenser la baisse du taux de fécondité, les élites encouragent l'immigration clandestine par millions.

Quant aux élections américaines et aux drames à grande échelle qui durent plus d'un an et coûtent quelques milliards de dollars, à quoi ça sert ? Les candidats sont examinés par les deux partis corporatistes et les ploutocrates ; et comme l'ont révélé les courriels de Wikileaks, les gagnants sont choisis avant même le début de la course. 73 % des Américains sont mécontents de la direction que prend le pays, et le Congrès américain a 11 % d'approbation, mais les gens subissent un lavage de cerveau pour continuer à voter.

L'industrie de la propagande et de la censure aux États-Unis vaut plusieurs milliards de dollars – voir mon article sur Spoutnik sur la façon dont cela fonctionne.

Les systèmes économiques, politiques et sociaux américains ne peuvent être décrits que comme prédateurs et malfaisants, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais on dit constamment aux Américains qu'ils jouissent de la liberté, de la démocratie et du meilleur système. Comme l'écrivait George Orwell en 1984 : « *Le Parti vous a dit de rejeter l'évidence de vos yeux et de vos oreilles. C'était leur commandement final et le plus essentiel* ».

Pendant ce temps, la Russie et la Chine ont suivi des voies intelligentes et holistiques. Sous Poutine, l'économie, l'armée et la société russes se sont extrêmement bien comportées depuis 2000, malgré l'immense sabotage géopolitique tenté par les mondialistes. Le fait que la Russie ait été capable de résister aux sanctions brutales des États-Unis et de l'Union européenne au cours des deux dernières années témoigne du leadership visionnaire de Poutine.

D'ailleurs, dès 2007, Poutine parlait de la montée d'un monde multipolaire et mettait en garde contre les dangers de l'illusion unipolaire américaine. En 2001, Poutine s'est exprimé devant le Parlement allemand et a tendu la main en faveur de la coopération et de la paix. Malheureusement, les dirigeants européens, qui sont des traîtres sans âme, ont décidé d'être de bons pantins de l'Empire américain et ont poussé l'Europe au bord du désastre.

Les progrès de la Chine au cours des trois dernières décennies relèvent également du miracle. Depuis la fabrication de chaussures et de t-shirts, l'industrie manufacturière chinoise a rapidement gravi l'échelle des valeurs. Aujourd'hui, il n'y a presque rien que la Chine ne puisse fabriquer elle-même.

À titre d'exemple, prenons les voitures Tesla, connues pour leur haute qualité et leur sécurité. Tesla fabrique la moitié de toutes ses voitures à la Gigafactory de Shanghai. Ce qui est vraiment surprenant, c'est que 95 % des composants qui composent une voiture Tesla fabriquée à Shanghai sont fabriqués par des entreprises chinoises. Il n'est donc pas étonnant que les sociétés chinoises de véhicules électriques – BYD, NIO, etc. – se soient emparées de plus de 60 % des parts de marché mondiales. De plus, en 2023, la Chine est devenue le premier exportateur mondial de voitures (électriques et traditionnelles).

Dans toutes les technologies cruciales du monde – panneaux solaires, batteries, voitures électriques, télécommunications – la Chine jouit désormais d'une domination absolue. Dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'informatique quantique et de la robotique, la Chine occupe la deuxième place mondiale et connaît une croissance rapide. Globalement, en termes de brevets et de publications scientifiques, la Chine occupe la première place depuis quelques années déjà. Les universités chinoises comme Tsinghua sont également classées n°1 mondiales dans plusieurs domaines tels que l'ingénierie et l'informatique.

Le secteur des semi-conducteurs est un domaine dans lequel la Chine est à la traîne par rapport à certaines entreprises des États-Unis, des Pays-Bas et de la Corée du Sud. Cependant, les scientifiques chinois réalisent de nombreuses avancées pour surmonter les sanctions illégales américaines,


Rencontre du président russe Vladimir Poutine avec son homologue chinois Xi Jinping à Moscou. Photo d'archives © Spoutnik / Alexeï Maishev

qui sont pareillement suivies par leurs vassaux. D'ici à 5 à 10 ans, la Chine dépassera tous ses concurrents dans le secteur des semi-conducteurs, qui maintiennent leur avance grâce à la collusion et à la subversion.

Les dirigeants chinois sont bien conscients de l'impérialisme occidental et de ses manipulations. Ainsi, la Chine a de plus renforcé ses liens avec des pays du monde entier grâce à des partenariats gagnant-gagnant. L'une des meilleures stratégies est l'Initiative la Ceinture et la Route (BRI) proposée par le président chinois Xi Jinping en 2013. Depuis lors, 150 pays ont rejoint le plus grand projet d'infrastructure jamais réalisé au monde. J'ai expliqué en détail cet incroyable projet dans mon article Spoutnik : La paix, pas la guerre : la Ceinture et la Route offre un nouveau paradigme mondial. La BRI est aussi un bouclier diplomatique contre les attaques impérialistes.

Enfin, il y a l'Iran, qui a courageusement résisté à 40 ans de sanctions américaines, de guerres par procuration et de révolutions de couleur. Incroyablement, l'Iran est sur le point de remporter une victoire majeure en expulsant les troupes américaines d'Irak et de Syrie. Le résultat sera un croissant Iran-Irak-Syrie-Liban qui transformera l'Iran en une puissance régionale. Si l'on ajoute à cela la nouvelle priorité accordée à la paix avec l'Arabie saoudite, le projet d'infrastructure Nord-Sud avec la Russie, le développement portuaire avec l'Inde, les projets commerciaux et de développement avec la Chine… il ne fait aucun doute que l'avenir de l'Iran s'annonce très prometteur.


Le président iranien Ebrahim Raïssi © Photo : Bureau de presse du président de l'Ouzbékistan via AP

Le seul danger auquel l'Iran est confronté est une éventuelle guerre des « États-Unis d'Israël », obsédés par l'Iran depuis 30 ans. Certains experts mettent même en garde contre la possibilité qu'Israël lance des attaques nucléaires contre l'Iran, même si j'en doute. Le soutien de l'Iran au Hezbollah au Liban et aux Houthis au Yémen empêche en réalité Israël de procéder à un nettoyage ethnique total à Gaza.

Ainsi, ce contre quoi Brzezinski avait mis en garde – une grande coalition regroupant la Chine, la Russie et l'Iran – s'est transformé en une plus grande coalition des BRICS et d'une grande partie du Sud global.

Conclusion

« Si vous ne faites pas attention, les journaux vous feront détester les gens qui sont opprimés et aimer ceux qui oppriment » – Malcolm X.

Cela est également vrai en géopolitique, où la propagande américaine et européenne – en phase avec la censure – peut cacher tous leurs propres crimes et provocations, tout en présentant des pays comme la Russie et la Chine comme les agresseurs.

Le pouvoir relatif de l'Occident collectif a décliné précipitamment, mais cela a ainsi rendu les États-Unis bellicistes plus dangereux et imprévisibles. Par exemple, tout acteur géopolitique rationnel aurait cherché à favoriser la paix entre la Russie et l'Ukraine, entre Israël et Gaza, ou entre la Chine continentale et Taïwan, puisque tous ces conflits ont le potentiel de dégénérer en Troisième Guerre mondiale. Cependant, le culte de la mort à Washington DC continue de multiplier les conflits inutiles et les guerres dangereuses.

L'espoir d'un nouveau chapitre pour le monde repose spécifiquement sur la Russie et la Chine, mais aussi sur le Sud global. Théoriquement, l'Europe peut et doit se joindre à cet effort, mais trop de dirigeants européens sont désemparés, lâches ou traîtres. Le monde doit sortir des guerres perpétuelles provoquées par les États-Unis et repenser la famille mondiale en termes de coopération, de commerce et de développement durable.

*SL Kanthan est un analyste géopolitique, chroniqueur, blogueur, auteur et podcasteur basé à Bangalore, en Inde. Il discute du monde multipolaire émergent et des changements mondiaux importants, en se concentrant particulièrement sur l'Inde et la géopolitique.

Sputnik India 23 Février 2024
Traduction Bernard Tornare
27 Février 2024

Le numéro de cirque de Javier Milei à Davos est un avant-goût de la politique capitaliste à venir



L'accueil chaleureux réservé au président argentin d'extrême droite, Javier Milei, est un signe de la direction que prend le radicalisme bourgeois dans la crise de plus en plus profonde du néolibéralisme

Par Dennis Kölling

Le président argentin d'extrême droite Javier Milei a été accueilli avec enthousiasme au Forum économique mondial de Davos. L'accueil chaleureux qui lui a été réservé est un signe de la direction que prend le radicalisme bourgeois dans la crise de plus en plus profonde du néolibéralisme.

Cet accueil chaleureux réservé à Javier Milei lors du Forum Économique Mondial de cette année à Davos a constitué la dernière étape de l'ascension apparemment déconcertante du libertarianisme radical de droite vers la respectabilité politique. Le président argentin récemment élu, qui a brandi une tronçonneuse lors de ses meetings de campagne afin de réduire symboliquement la paperasserie réglementaire, est devenu la nouvelle figure héroïque de la droite libertarienne.

Le libertarianisme a longtemps été sous-estimé et considéré comme un mouvement politique marginal. Nous devrions considérer sa candidature au courant politique dominant en relation avec le développement de son plus proche allié idéologique, le néolibéralisme, aux côtés duquel il a émergé en tant que phénomène de droite dans les années 1930. Le fait que les leaders libertariens gagnent en popularité au moment même où l'ère néolibérale semble toucher à sa fin indique une consolidation des idéologies radicales du marché plutôt que leur dissolution.

La star du spectacle

En compagnie de l'élite économique de Davos, Javier Milei a profité de sa tribune au Forum de Davos pour avertir ses auditeurs que le « monde occidental est en danger ». Accueilli par le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, comme une « personne extraordinaire », le président argentin s'est lancé dans une tirade contre les féministes, les défenseurs du climat et une grande partie de l'establishment universitaire, qu'il a décrits comme des ennemis de la liberté et de la prospérité.

Ignorant les tentatives du Forum d'aborder les thèmes de la responsabilité sociale et de la transformation écologique au cours des dernières années, Milei a cherché à réduire l'économie au simple affrontement entre les « faiseurs » et les « preneurs ». Il a conclu en faisant un clin d'œil à tous les hommes d'affaires présents dans l'auditoire : « Vous êtes des héros… que personne ne vous dise que votre ambition est immorale ».

Le discours de Milei n'a pas tardé à faire le buzz dans la communauté ultralibérale du monde entier, qui s'est trouvée sans surprise flattée par de tels compliments. Les participants au Forum de Davos l'ont félicité d'avoir tiré la sonnette d'alarme « juste à temps« . Elon Musk a présenté son discours comme une « bonne explication » de l'économie de la prospérité et a partagé des mèmes sur la popularité de Milei sur Twitter/X. L'historien Niall Ferguson, devenu politicien de droite, a fait l'éloge du discours en le qualifiant de « magnifique défense de la liberté individuelle et de l'économie de marché ».

Le fait que le radicalisme de marché pur et dur de Milei occupe le devant de la scène lors du plus important rassemblement d'acteurs néolibéraux a offert un point de ralliement à ceux qui, à droite, craignaient que le libéralisme économique n'ait perdu son avantage lorsqu'il a tenté d'écologiser son image en incluant des préoccupations sociales et environnementales dans son appel en faveur d'un nouveau capitalisme.

Bien que l'inclusion dans le Forum de Davos marque un nouveau point culminant dans sa carrière, la marque du libertarianisme radical de droite de Milei avait déjà connu une résurgence rampante au cours de la dernière décennie. Les œuvres d'Ayn Rand, la grande vulgarisatrice du libertarianisme américain et « déesse du marché » , ont connu un renouveau notable après avoir été saluées par Donald Trump et par toute une série d'entrepreneurs de la Silicon Valley.

Parallèlement, un effort concerté de la part de militants libertariens et d'investisseurs a permis de concrétiser plus que jamais l'idée de communautés autonomes de « seasteading« , hors de portée de toute législation étatique. Plus subtilement, l'influence des utopies libertariennes, telles que celles imaginées par l'auteur de science-fiction Robert A. Heinlein, a imprégné les récentes reprises des classiques de la hard science-fiction sur les plateformes de streaming populaires.

Libertarianisme et néolibéralisme

Au moment où les idéologies libertariennes commençaient à gagner en popularité, les commentateurs de gauche commençaient à débattre de la fin d'une ère dominée par l'économie de marché. Le néolibéralisme, frère un peu plus respectable du libertarianisme, semblait avoir été sonné par la réaction mondiale à la pandémie de COVID-19, qui a conduit à des formes sans précédent d'intervention gouvernementale et à de nouvelles approches étatiques des problèmes de protection sociale et de crise environnementale.

D'autres ont vu la fin du néolibéralisme dans l'élection de Donald Trump et dans les politiques isolationnistes, xénophobes et manifestement illibérales que son administration a adoptées. Au cours des années 2020, le néolibéralisme a été considéré par beaucoup comme une force épuisée.

Il se peut très bien que ce que nous voyons aujourd'hui marque la fin d'une version modérée et centriste du néolibéralisme de la « société ouverte », si attrayante pendant des décennies, même pour de nombreux membres de l'ancienne gauche sociale-démocrate. Mais la popularité croissante de formes plus extrêmes de libertarianisme dans le monde entier devrait nous mettre en garde contre le fait que le radicalisme du marché ne va pas simplement disparaître. Au contraire, il consolide son idéologie et revient à ses racines culturelles.

L'avertissement dramatique de Milei, selon lequel la civilisation occidentale est en grand péril, n'est pas un simple trope rhétorique destiné à attirer l'attention dans le paysage polarisé des médias sociaux d'aujourd'hui. Il est profondément ancré dans une tradition fataliste que Milei partage avec les premiers penseurs néolibéraux et libertariens des années 1930 et 1940. Le pamphlet de Friedrich Hayek, La route de la servitude (1944), également dirigé contre la menace du « collectivisme », commence par parler d'un « tournant inattendu » qui a conduit le « cours de la civilisation » à s'inverser vers « les âges passés de la barbarie ».

La déclaration d'objectifs rédigée lors de la première réunion de la Société du Mont Pèlerin, un rassemblement international d'intellectuels, de politiciens et d'hommes d'affaires néolibéraux, l'exprime en termes tout aussi directs : « Les valeurs centrales de la civilisation sont en danger ». Selon ces premiers néolibéraux, la planification économique nous conduirait inévitablement sur la « voie de la servitude » et du totalitarisme.

Bien qu'ils aient pu se ramifier en mouvements intellectuellement distincts au fil du temps, le néolibéralisme et le libertarianisme de droite ont tous deux partagé un moment de conception et un mythe fondateur. Nés du climat intellectuellement pessimiste qui a caractérisé la réponse du courant libéral dominant à la montée des idéologies totalitaires dans les années 1930 et 1940, les partisans d'une renaissance du libéralisme en ces temps sombres ont cherché à le faire en se présentant comme des remparts contre la menace totalitaire.

Alors que les néolibéraux européens comme Hayek ont mis l'accent sur le danger « collectiviste » du communisme et du fascisme, les libertariens américains comme H. L. Mencken, Rose Wilder Lane ou Isabel Paterson ont très tôt intégré dans leur évaluation du totalitarisme une opposition farouche à la politique du New Deal. Cependant, les deux camps ont d'abord embrassé un fatalisme dramatique qui présentait tout appel à l'action collective comme une menace pour la civilisation dans son ensemble.

Le néolibéralisme zombie

Le « spectre du totalitarisme » invoqué par Hayek et nombre de ses compagnons de route est devenu un outil discursif pour repousser les discussions sur l'inégalité et stopper net toute préoccupation de justice sociale. Il a rapidement été utilisé pour attaquer même la démocratie populaire en tant que telle. Dans une série de livres, l'historien néolibéral Jacob L. Talmon a cherché à déconstruire l'héritage de la Révolution française, en avertissant qu'elle avait entraîné la montée d'une dangereuse « démocratie messianique totalitaire ».

L'intervention de Talmon s'inscrivait dans le cadre d'un débat plus large sur le déterminisme historique supposé inhérent aux conceptions émancipatrices de la démocratie, dont Friedrich Hayek et Karl Popper étaient les principaux protagonistes. Les néolibéraux et les libertariens ont plutôt adopté la notion de démocratie de marché, lancée par l'économiste autrichien Ludwig von Mises, selon laquelle chaque achat ou vente sur un marché doit être considéré comme un vote qui représente les idéaux de la démocratie bien mieux qu'une approche centrée sur l'État ne pourrait jamais le faire. Dans ce cadre, le marché, ironiquement loué comme le sauveur de la civilisation démocratique, était en même temps censé remplacer progressivement la démocratie populaire.

Ce n'est que dans les années 1960, en réaction à la politique émancipatrice de la Nouvelle Gauche, que les partisans d'un néolibéralisme modéré et d'un libertarianisme radical se sont véritablement séparés. L'économiste libertaire Murray Rothbard rejette la contestation égalitaire des décennies précédentes en s'appuyant sur une conception racialisée de la nature humaine. Cela l'a progressivement conduit, lui et ses disciples, vers les franges d'extrême droite de la politique étatsunienne, formant la base de l'alt-right d'aujourd'hui, comme l'a récemment montré l'historien Quinn Slobodian.

Dix ans plus tard, les néolibéraux supervisés par Milton Friedman ont eu l'occasion de se tester dans l'élaboration active de politiques lorsqu'ils sont devenus les principaux conseillers économiques du gouvernement du dictateur chilien Augusto Pinochet. Ignorant commodément le passé antitotalitaire de leur credo, le néolibéralisme s'est frayé un chemin vers le courant intellectuel dominant – ce qui a été souligné avec force par l'attribution des prix Nobel d'économie à Hayek en 1974 et à Friedman en 1976 – sur le dos du peuple chilien et de l'impact durable de la doctrine du choc économique poursuivie par le régime de Pinochet.

Dans son auto-stylisation idiosyncrasique, Javier Milei a rendu hommage à ces deux idéologies concurrentes. L'un de ses cinq Mastiffs anglais bien-aimés s'appelle « Murray », un autre « Milton ». Le fait qu'il ait ravivé le spectre du totalitarisme à la tribune du Forum de Davos est peut-être un signe que le schisme entre les néolibéraux plus modérés et les libertariens radicaux est en train de se résorber.

Si l'antiétatisme ostensible de ce courant de pensée dissimule les innombrables façons dont les décideurs politiques néolibéraux ont cherché à utiliser l'État au lieu de l'abolir, il met également en évidence le fait que les radicaux du marché n'auront aucun scrupule à se débarrasser définitivement de la démocratie. Ils pourraient y parvenir sous le prétexte de défendre la « civilisation occidentale », embrassant au passage des dirigeants autoritaires tels que Milei, Donald Trump ou Jair Bolsonaro.

Il est peu probable que, face à une nouvelle crise du libéralisme, ils abandonnent simplement l'héritage néolibéral et le laissent mourir. Au contraire, la prochaine vague de « néolibéralisme zombie » est sur le point de déferler. Préparez-vous à l'impact.

*Dennis Kölling est chercheur en histoire intellectuelle à l'Institut Universitaire Européen et doctorant à l'Institut Leibniz d'histoire européenne.

Contretemps 22 février 2024

Le Royaume-Uni défend les thèses d'Israël devant la Cour internationale de justice



Le professeur de droit international de l'Université d'Oxford, Dan Sarooshi, a représenté le Royaume-Uni dans un discours devant la Cour internationale de justice à La Haye, aux Pays-Bas

Par Selman Aksünger, Zuhal Demirci, Mahmut Nabi

Le Royaume-Uni a déclaré que les différends entre Israël et la Palestine ne devraient pas être résolus dans le cadre de la fonction consultative de la Cour internationale de justice (CIJ), dans sa défense des thèses israéliennes.

C'est ce qui ressort d'un discours prononcé par Dan Sarooshi, professeur de droit international à l'Université d'Oxford, qui représente le Royaume-Uni, devant la Cour internationale de justice à La Haye, aux Pays-Bas, lors d'une audition visant à discuter des conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. « *Le tribunal ne devrait pas résoudre les différends entre les parties en utilisant sa compétence consultative* », a expliqué Sarooshi. « *Au lieu de cela, la fonction consultative des tribunaux est de fournir des conseils juridiques aux organes de l'ONU qui demandent un avis* ».

Le professeur britannique a ajouté que « *L'état actuel des questions soulevées dans l'avis de la Cour créerait une situation défavorable à Israël* ». Sarooshi a souligné que « *l'approbation d'Israël doit être obtenue dans ce cas* ». De son côté, la directrice des affaires juridiques du ministère britannique des Affaires étrangères et sa représentante auprès de la Cour internationale de justice, Sally Langrish, a déclaré que la position de son pays sur le conflit « *est connue depuis longtemps, car la solution à deux États est la seule solution qui garantira l'autodétermination des Palestiniens et protégerait l'identité et la sécurité d'Israël* ».

Langrish a ajouté que « *le Royaume-Uni souhaite un arrêt immédiat des attaques dans Gaza, et ensuite progresser vers un cessez-le-feu durable et permanent* ».

En ce cinquième jour d'auditions tenues ce vendredi, la Cour internationale de justice a entendu des plaidoiries sur les conséquences juridiques des pratiques israéliennes dans les territoires palestiniens occupés à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies.

L'audition de ce vendredi incluait les plaidoiries de la Namibie, de la Norvège, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de l'Indonésie, du Qatar, du Royaume-Uni, de la Slovénie, du Soudan, de la Suisse, de la Syrie et de la Tunisie.

Dans un avis consultatif similaire, la Cour internationale de justice a statué en 2004 que la construction du mur de séparation en Cisjordanie occupée était illégale et a exigé son démantèlement par Israël dans tous les territoires palestiniens, incluant Jérusalem-Est et ses banlieues, avec des compensations aux personnes lésées. Or, Tel Aviv n'a toujours pas donné suite à la décision de la CIJ à ce jour.

* Traduit de l'arabe par Mounir Bennour.

L'Agence Anadolu
23 Février 2024

Les États-Unis défendent l'occupation israélienne devant la Cour mondiale

Par Jake Johnson*

Parmi les pays participant aux procédures de la CIJ sur l'occupation israélienne, seuls les États-Unis et Fidji exhortent la Cour à ne pas émettre d'avis déclarant illégale l'occupation du territoire palestinien qui dure depuis près de six décennies.



Richard Visek, conseiller juridique par intérim du Département d'État américain, s'exprimant mercredi devant la Cour internationale de Justice.

Un avocat du Département d'État américain a déclaré cette semaine à la Cour internationale de Justice qu'il ne devrait pas appuyer de tout son poids les appels mondiaux lancés à Israël pour qu'il retire ses forces des territoires palestiniens occupés.

Richard Visek, conseiller juridique par intérim du Département d'État américain, a fait valoir qu'« il ne serait pas, comme certains participants le suggèrent, propice à la réalisation » d'une paix durable que la plus haute juridiction des Nations Unies « émette un avis appelant à une décision unilatérale, un retrait immédiat et inconditionnel qui ne tient pas compte des besoins de sécurité d'Israël. *« Le tribunal ne devrait pas conclure qu'Israël est légalement obligé de se retirer immédiatement et sans condition du territoire occupé »*, a déclaré le représentant américain.

Visek a réitéré le soutien déclaré de l'administration Biden à une solution à deux États, mais a rejeté l'argument – avancé par d'autres pays devant la Cour internationale de Justice (CIJ) – selon lequel la fin de l'occupation illégale de Gaza, de la Cisjordanie par Israël depuis des décennies, et Jérusalem-Est est une condition préalable nécessaire à l'instauration de la paix et d'une solution politique durable. « *Le droit international n'impose pas de limite de temps spécifique à une occupation* », a déclaré Visek mercredi.

La présentation américaine a eu lieu deux jours après que Paul Reichler, un avocat américain représentant la Palestine lors de la procédure de la CIJ sur l'occupation israélienne, a déclaré que « l'occupation ne peut être qu'un état de choses temporaire » et a critiqué le gouvernement américain pour avoir défendu « toutes les infractions contre le droit international qu'Israël a commises » s'engage. »

« *Une occupation permanente est un oxymore juridique* », a déclaré Reichler. « Ce qui rend illégale l'occupation actuelle du territoire palestinien par Israël est précisément son caractère permanent. »

Parmi les pays participant aux procédures de la CIJ sur l'occupation israélienne, seuls les États-Unis et Fidji exhortent la Cour à ne pas émettre d'avis déclarant illégale l'occupation du territoire palestinien qui dure depuis près de six décennies.

Israël a choisi de ne pas participer aux auditions, le Premier ministre d'extrême droite Benjamin Netanyahu les dénonçant comme illégitimes.

Les audiences interviennent plus d'un an après que l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé un avis non contraignant à la CIJ sur les « conséquences juridiques » de l'occupation illimitée du territoire palestinien par Israël. Le mois dernier, la CIJ a statué que l'assaut israélien en cours contre la bande de Gaza équivalait vraisemblablement à un génocide – une qualification que les États-Unis et d'autres alliés israéliens ont rejetée.

S'exprimant mercredi juste avant Visek, les représentants de la Colombie, de Cuba et de l'Égypte ont condamné l'occupation israélienne et ont imploré la CIJ d'agir de manière décisive. « *La situation qui se déroule aux yeux de tous confirme le génocide en cours. Les victimes innocentes – filles, garçons, femmes – se comptent par milliers », a déclaré mercredi la diplomate cubaine Anayansi Rodriguez Camejo, fustigeant « ceux qui, pendant des années, ont soutenu chacune des politiques et pratiques d'Israël, qui niaient l'existence du peuple palestinien* de leurs droits.».

« *Compte tenu de la situation insupportable du peuple palestinien* », a-t-elle déclaré, « *l'honorable Cour internationale de Justice devrait prendre position dans les termes juridiques les plus clairs, les plus forts et les plus énergiques en faveur du droit international* ».

***Jake Johnson** is a staff writer for Common Dreams.

Consortium News
23 février 2024

Les médecins cubains : une solution aux déserts médicaux en France


Des médecins cubains en route pour la France

Par Salim Lamrani*

Plusieurs pays européens ont déjà fait appel aux professionnels de la santé de l'île, qui dispose d'une longue expérience de coopération médicale à travers le monde.

La France est confrontée à la réalité des déserts médicaux et se retrouve dans l'incapacité d'offrir à l'ensemble des citoyens une couverture médicale suffisante. Un rapport du Sénat souligne l'insuffisance des politiques publiques pour lutter contre les inégalités territoriales d'accès aux soins : « La fracture sanitaire continue de s'accroître entre les territoires ». Les déserts médicaux ne concernent pas seulement les régions rurales. Ils sont une réalité dans les villes moyennes et les zones périurbaines et une commune sur trois est affectée par ce fléau. Entre 9 et 12% de la population française vit aujourd'hui dans un désert médical, soit entre 6 et 8 millions de personnes.

Cuba pourrait apporter une solution à ce problème. Depuis l'avènement de la Révolution en 1959, l'île a fait de la santé une priorité nationale et a construit un système public, universel et gratuit, en plaçant le patient au centre du projet médical. Reconnu par les institutions internationales comme étant le modèle prééminent pour les pays en voie de développement, le système de santé cubain est également considéré comme une potentielle source d'inspiration pour les nations les plus riches, notamment grâce à son modèle préventif. En plus de soigner ses propres citoyens, Cuba propose depuis plus d'un demi-siècle son expertise médicale à travers le monde et soigne les populations de tous les continents, faisant de ce service sa première source de revenus.

En 1963, La Havane a envoyé sa première brigade médicale composée de 55 professionnels en Algérie pour aider la jeune nation indépendante à faire face à une grave crise sanitaire. Depuis cette date, Cuba a étendu sa solidarité au reste du monde, en particulier à l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. L'île a réalisé plus de 600 000 missions dans près de 160 pays du monde avec la participation de plus de 325 000 professionnels de la santé. Ces derniers ont effectué près de 2 milliards de consultations médicales, 15 millions d'opérations de chirurgie et 5 millions d'accouchements. Aujourd'hui, la coopération médicale internationale constitue la première source de revenus de Cuba avec plus de sept milliards de dollars par an.

Suite à la pandémie de Covid-19, plusieurs pays européens, dont Andorre et l'Italie, ont sollicité l'aide médicale de Cuba. Pour la première fois, les médecins cubains sont intervenus sur le Vieux continent. La Havane a ainsi envoyé une brigade de 52 médecins et infirmiers en Lombardie, durement touchée par le virus. Après deux mois de labeur, les membres du contingent Henry Reeve sont retournés à Cuba.

Très impressionnées par le travail des professionnels cubains, d'autres régions d'Italie ont sollicité leur concours pour répondre aux insuffisances du système de santé du pays. Depuis 2023, la région de Calabre bénéficie de la présence des docteurs cubains. Une première brigade de 51 personnes est arrivée en janvier 2023, suivi d'un autre groupe de 120 médecins en août 2023 et d'un autre de 98 en février 2024. Au total, 500 médecins cubains œuvreront à terme dans cette région du Sud de l'Italie. La Repubblica, principal quotidien du pays, a exprimé son enthousiasme dans un titre : *« Voici les médecins cubains qui sauveront le système de santé calabrais »*. Le gouverneur de la région, Roberto Occhuito, a fait part de sa gratitude : « *Les Calabrais vous sont extrêmement reconnaissants car vous nous avez permis de garantir les services essentiels pour les soins des citoyens, en empêchant la fermeture de services et d'hôpitaux. Vous avez sauvé les hôpitaux* ».

La France avait également autorisé les départements d'outre-mer de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon à solliciter l'aide des médecins cubains pour faire face à l'urgence sanitaire due à la Covid-19. Une équipe de quinze docteurs a effectué une mission de trois mois en Martinique de juin à septembre 2020 pour renforcer les équipes médicales en place dans la lutte contre la pandémie, à la demande d'Alfred Marie-Jeanne, Président du Conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique. Le Professeur François Roch, président de la commission médicale du CHU de Martinique, a exprimé sa satisfaction : *« L'ensemble du bilan est positif »*.

Des contingents de médecins cubains pourraient parfaitement être déployés sur le territoire hexagonal dans des délais relativement brefs. De nombreuses régions y sont favorables, comme dans les Côtes-d'Armor où les autorités locales souhaitent éviter la fermeture de l'hôpital de Guingamp. Les autorités cubaines ont fait part de leur disposition, par la voix de leur ambassadeur en France, Otto Vaillant, à apporter leur concours. Il suffit simplement d'un décret gouvernemental pour cela, qui permettrait d'apporter une solution durable à la question des déserts médicaux et permettre à tous les citoyens français d'avoir un accès égal aux soins.

*Salim Lamrani. Docteurès Études ibériques et latino-américaines de Sorbonne Université, Salim Lamrani est Professeur des Universités en histoire de l'Amérique latine à l'Université de La Réunion et spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis.

L'Humanité 24 Février 2024

Les États-Unis ont «toujours prévu» la mort de Julian Assange en prison

Par Ian DeMartino

Mardi, le cofondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a entamé son dernier recours pour éviter l'extradition vers les États-Unis. Quelques jours plus tôt, son épouse et avocate, Stellar Assange, avait prévenu que si le journaliste n'était pas libéré rapidement, le stress de l'affaire et sa détention pourraient le tuer, ajoutant qu'il »mourrait» s'il était extradé vers les États-Unis.

«*Sa santé décline, mentalement et physiquement. Sa vie est en danger chaque jour qu'il passe en prison, et s'il est extradé, il mourra*» , a déclaré Stellar Assange lors d'un point de presse à Londres.

Julian Assange, ressortissant australien, risque jusqu'à 175 ans de prison s'il est extradé vers les États-Unis pour espionnage. Mais les États-Unis n'ont pas l'intention de juger Julian Assange aux États-Unis, a déclaré Dan Kovalik, professeur, avocat des droits de l'homme et militant pour la paix, à l'émission «The Critical Hour» de Sputnik mardi.

«*Si [Julian Assange] est envoyé aux États-Unis, ils vont simplement retarder le procès le plus longtemps possible afin de garantir qu'il mourra en prison*», a expliqué M. Kovalik. «*Cela a toujours été le plan*».

Kovalik a noté qu'il existe des preuves documentées que la CIA a comploté pour tuer Julian Assange en 2017, ce qui a révélé leurs intentions. «*Voici un type, même si vous croyez que tout ce dont ils l'accusent est vrai, il n'est accusé d'aucun crime violent. Il n'y a aucune raison pour qu'il soit en prison en attendant son extradition... Ils le détiennent pour qu'il meure*», a déclaré M. Kovalik.



Devant la Cour royale de justice de Londres, lors de l'audience de deux jours dans l'affaire d'extradition du fondateur de WikiLeaks, le 20 février 2024 | PA

Selon M. Kobalik, le gouvernement américain souhaiterait éviter un véritable procès avec M. Assange, car ses méfaits seraient révélés au grand jour. «*Les avocats de la défense pourraient appeler un ancien secrétaire d'État ou un ancien secrétaire à la défense. Ce serait un cirque et cela ne se passerait pas bien pour les États-Unis*».

«*Des membres du gouvernement américain, actuel et passé, seraient appelés à parler de leurs crimes, des crimes de guerre, des choses que Julian Assange et WikiLeaks ont révélées. Ils ne veulent donc rien savoir de tout cela*» , a prédit M. Kovalik.

Le co-animateur Wilmer Leon a mentionné le manque apparent de soutien des médias américains à M. Assange, alors même que les révélations de WikiLeaks sont rapportées par ces médias. Il a cité un article du Washington Post qui contenait le passage suivant : «*Les procureurs américains veulent qu'il soit jugé. Ils l'accusent d'avoir violé la loi sur l'espionnage lorsqu'il a conspiré pour obtenir des milliers de documents classifiés liés aux guerres américaines en Irak et en Afghanistan*».

«*S'il a conspiré pour obtenir des documents, que fait le Washington Post ? Que fait le New York Times ? Que font la plupart des grands médias lorsqu'ils recueillent des informations pour leurs articles ?*» demande Leon.

«*Ils ont même recueilli [des informations] auprès de WikiLeaks*», a répondu M. Kovalik. «*Le New York Times, le Washington Post.... Et ces journaux n'ont pas soutenu Julian Assange lorsqu'ils ont utilisé ses documents pour leurs propres articles. C'est une véritable honte. Je veux dire que toute cette affaire n'est qu'une parodie. C'est une parodie absolue de toute idée de procédure régulière et de justice*» , a-t-il conclu.

Sputnik International 22 février 2024
Tarduction Marie-Claire Tellier
Réseau International 24 février 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Vierginnie JEAN LEGER d'avec son époux Robert PIERRE pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du vingt-trois mars deux mille vingt-trois, en présence de Me. Maudelair BARTHELUS, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce de la dame Johanne JEAN d'avec son époux Yves MARCELLIN pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du vingt-trois mars deux mille vingt-trois, en présence de Me. Maudelair BARTHELUS, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.
Il est ordonné.....etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce de la dame Baby JOSEPH d'avec son époux Romane ALLIER pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Guy AUGUSTIN, juge en audience civile et publique en date du quatorze Février deux mille dix-neuf, en présence de Me. Wesley PAUL, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Serge DUVERT.
Il est ordonné ....etc....
En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du ministère public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Madame Jean Renel JOSEPH, la femme née Ketchina RAYMOND, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Jean Renel JOSEPH, et la femme née Ketchina RAYMOND aux torts de l'époux, RENVOI les parties par devant l'officier de l'état Civil de la Section est de Port-au-Prince pour les suites de droit, ORDONNE la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, COMPENSE les frais et dépens de l'instance. COMMET l'huissier MATHIEU Marc-Henry immatriculé au greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Marthel JEAN CLAUDE, Juge, en audience ordinaire publique et civile du Mercredi dix-neuf (19) Juillet deux mille vingt-trois (2023) en présence de Me Albert DARELUS, Substitut commissaire du gouvernement, représentant du ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège
Il est ordonné.....etc.....
En foi de quoi....etc....

La guerre des menteurs !



Des soldats ukrainiens préparent des pièces d'artillerie de l'ère soviétique dans la région de Donetsk, le 14 février 2024. Diego Herrera Carcedo/ Anadolu



La défaite se lit sur leurs visages : Le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Oleksandr Syrsky (2e à gauche), visitant les positions de première ligne dans l'est de l'Ukraine, près d'Avdiïvka et de Koupiansk, sur une photographie diffusée le 14 février 2024.

Par Philippe Grasset

A quoi avons-nous assisté depuis le 22 février 2022, bataillant jusqu'à l'épuisement, chacun à sa façon, pour colmater les voies d'eau que les menteurs perçaient allègrement pour évacuer la vérité et proclamer leur simulacre ?

L'entrepreneur Richard Saks synthétise bien la guerre en Ukraine, deux ans plus tard, sur tweeter X. Son texte porte comme titre « Une guerre des mensonges », et il se lit comme ceci : « La guerre en Ukraine est basée sur des mensonges – des mensonges sur la façon dont elle a commencé, comment elle se déroule et comment elle va se terminer. On nous dit que l'Ukraine est en train de gagner alors qu'en réalité elle est en train de perdre. On nous dit que la guerre rend l'OTAN plus forte alors qu'en réalité elle l'épuise. On nous dit que le plus gros problème de l'Ukraine est le manque de fonds du Congrès américain, alors qu'en réalité l'Occident ne peut pas produire suffisamment de munitions – un problème qui prendra des années à être résolu. On nous dit que la Russie subit de plus grandes pertes, alors qu'en réalité l'Ukraine manque de soldats – un autre problème que l'argent ne peut résoudre.

» On nous dit que le monde est avec nous alors qu'en réalité la majorité mondiale estime que la politique américaine est le comble de la folie. On nous dit qu'il n'y a aucune possibilité de faire la paix alors qu'en fait nous avons rejeté de multiples opportunités de règlement négocié. On nous dit que si l'Ukraine continue à se battre, elle améliorera sa position de négociation alors qu'en réalité les conditions ne feront que devenir bien pires que celles déjà proposées et rejetées.

» Néanmoins les mensonges réussiront à faire durer la guerre. Le Congrès s'appropriera davantage de fonds. La Russie occupera davantage de territoire. L'Ukraine mobilisera davantage de jeunes hommes et femmes pour alimenter le hachoir à viande. Le mécontentement va monter. Finalement, il y aura une crise à Kiev et le gouvernement Zelenski sera renversé.

» Et puis, quand la guerre sera finalement perdue, quand le pays tout entier reposera en ruines fumantes sur un bûcher funéraire qu'ils ont eux-mêmes fabriqué, les menteurs diront « eh bien, nous avons essayé ». Ayant empêché toute alternative, ayant diffamé tous ceux qui disaient la vérité comme des marionnettes au service de l'ennemi, les menteurs diront : « Nous avons fait de notre mieux. Nous avons tenu tête à Poutine.

» En fait, diront-ils, nous aurions réussi sans la cinquième colonne d'apologistes de Poutine qui a poignardé les Ukrainiens dans le dos. Puis, après avoir changé de blâme et s'être félicité, ils passeront allègrement à la prochaine guerre, comme ils se sont dirigés vers l'Ukraine après leurs désastres en Afghanistan et en Irak.

» Les mensonges sont nombreux, mais ils fonctionneront. »

« Exact », a écrit Elon Musk, ami de Saks, en commentaire de ce texte. Tout cela s'inscrit sur l'ombre terrible du "désastre d'Avdeyevka", qui est d'abord et plus justement la "déroute d'Avdeyevka" puisque les soldats ukrainiens, exaspérés d'être laissés sans aide ni soutien sous le feu terrible des Russes, ont commencé à abandonner leurs positions ou à se rendre un jour avant que leur commandement ait ordonné une "retraite", – pour "épargner, dirent-ils, la vie des soldats", –parce qu'en effet, selon la bonne vieille tactique des frimeurs du mensonge, le mot d'ordre est : *"ce que tu ne peux étouffer, embrasse-le !"*.

C'est ce choc terrible qui annonce le deuxième anniversaire de la guerre malgré les roulements de tambour des zombies de plateau et de cocktails qui continuent à nous parler de victoire en songeant à leur guerre d'après. Nous n'avons pas encore mesuré la force et l'orientation des ondes de choc de la fausse bataille d'Avdeyevka laissée à une sorte de tuerie tandis que les "chefs", les corrompus et les irresponsables, négociaient de mirobolants traités de sécurité et dressaient des plans de rétablissement sur des lignes de défense. Ceux-là, se détournant des petits fours et du champagne de la grande conférence annuelle de Munich, ils pourraient être parcourus par ce même frisson de l'antique Rome sans y rien comprendre par ailleurs, et se comportant comme s'ils étaient piqués par les tarentules de leurs mensonges, et ainsi devenus tels que Lucrèce les décrit, écrasés par « le poids du rien » de ces mêmes mensonges : *« Si seulement les hommes, qui ont bien, semble-t-il, le sentiment du poids qui pèse sur leur esprit et les accable de sa pesanteur, pouvaient aussi comprendre l'origine de ce sentiment, d'où vient cette énorme masse de malheur qui oppresse le cœur… […] C'est ainsi que chacun se fuit soi-même, et cet être qu'il nous est impossible de fuir, auquel malgré soi, on reste attaché, on le hait — on est malade et on ne comprend pas la cause de son mal. »*

Il y a de terribles possibilités pour que la "déroute d'Avdeyevka" dégage une telle amertume dans les esprits que même les résistants, les dissidents, tels et comme nous sommes en une sorte d''armée des ombres', pourraient être saisis de cet affreux 'tædium vitae' décrit par Sénèque et dont les corrompus de l'esprit et eux-mêmes tarentules du mensonge sont les porteurs de l'infection, les artisans les plus zélés, les plus irresponsables, les plus hystériques :

« Devant la vision apocalyptique d'un monde qui menaçait de s'écrouler au milieu des ruines de Rome et du massacre de ses plus éminents citoyens, un découragement sans bornes s'empara des âmes et des esprits les plus éclairés. »

Cela, c'est la menace qui pèse sur nous, notre risque, – et il faut le prendre et le courir… Car il est enfin possible, par complet contraste de ces terribles possibilités, que de tels chocs de la "déroute d'Avdeyevka" et de la « guerre des mensonges » nous placent enfin devant les vérités-de-situation que nous avons repoussées jusqu'ici, qu'elles nous les imposent, qu'elles nous y forcent et nous y contraignent…. Alors, on pourra commencer à croire que les morts de la "déroute d'Avdeyevka" n'auront pas été tout à fait inutiles.

Dedefensa.org
19 février 2024
Afrique Asie 21 février 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu octroyer contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Maintient le défaut octroyé contre le défendeur; ADMET en conséquence le divorce du sieur Jean Levelt Désiré d'avec son épouse née Erchel EMMANUEL pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la section sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile ordinaire et publique jeudi quatre Février deux mille vingt-et-un, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY,

Greffier du siège.

Il est ordonné ....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur et son avocat à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame JEAN WEDSON SAINTUMÉ née JEANNA CHARLES d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état

Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Johnny JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous MARLEINE BERNARD DELVA, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi onze Mai deux mille dix sept, en présence de Me ROGER SIMPLICE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy

Il est ordonné.....etc.....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi, statuant publiquement sur le défaut, au nom de la République et à charge d'appel: Accueille l'action des demandeurs représentés par la dame Mariane Chevry via son mandataire Zacharie Rénold Chevry pour être fondée au regard de la loi; Ordonne la résiliation du bail à ferme liant les héritiers de feu Horacius Joseph à savoir madame André Alexis née Mariane Chevry représentée par son directeur général, le sieur Jean Denis Jean-Baptiste, l'état haïtien via la DGI, du 28 Mai 1954 au 28 Mai 1955. Ordonne le déguerpissement du service coopératif Inter-Americain de la santé publique (SCISP) représenté par son directeur général, le sieur Jean Denis Jean-Baptiste et l'état haïtien via la DGI sur la portion de terre des requérants sise de la ville de Mirebalais avec pour délimitations figuratives du reçu liant les deux parties contractantes, Accorde l'exécution provisoire sur minute sur le chef de la résiliation du bail à ferme et sur celui du déguerpissement, Condamne le sieur Jean Denis Baptiste, directeur général de la santé publique (SCISP) via l'état haïtien aux frais et dépens de l'instance en ce non compris le coût de la présente sentence et de sa signification; Commet l'huissier Roland Désiré, du Tribunal de Première Instance de Mirebalais, pour la signification de la présente sentence.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Placide Agnol Fraijus, Juge suppléant au Tribunal de Paix de la commune de Mirebalais, en audience publique et civile du Mardi douze Décembre deux mille vingt-trois, An 219eme de l'indépendance, à dix heures du matin avec l'assistance du sieur Jean Yvelt Marcellus, greffier.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc…

Suite de la page (7)

Sermon du 15 février 2024 de Monseigneur Pierre-André Dumas de Nippes

Tantation kapab fè, pou nou kabap reyalize,
Fò n elimine moun, Fò n elimine lavi moun, Fò n mete moun dekote
Jan nou wè kèk pouvwa vle fè sa, Paske yo vle montre n se yo k chèf
Yo kapab detwi, detwi e detwi ankò, Pa kwè se pa premye fwa nan lemond, Sou latè beni, Gen yon kote, kote gang federe, Les gangs se sont fédérés C'est du jamais vu, Yon tounen on platfòm, Ki enregistre nan Ministère des Affaires Sociales
C'est du jamais vu, Nan tout peyi y ap arete bandi
An Ayiti, yo fè yon asosiyasyon, yon federasyon, yon platfòm dègang
Sa sa vle di, Se dezòd total kapital, E legliz pa kab aksepte sa
Lavi pitit Bondye pi enpòtan ke tout bagay, Bon Dye pa kreye anken moun paraza
Anken moun pa gen dwa ap leve men pou touye moun jan w vle,
Oken moun pa gen dwa fè sa
Lage moun a tè, Lage kadav a tè, Pa gen anpil lane depi yon mwa Sektanm Yon te leve Pè Simoli fin selebre ak kabinè ki tap okipe de keskyon PetroCaribe
Depi lè sa lakay li lap antre, yo lage l a tè, Sou w bagay ki grav, legliz te deja denonse sa
E jodi ya ankò, memwa li pap jan pase
Nou di bagay sa yo sètase, Nou pakab pran n nan men oken moun
Pè Simoli te di li prè pou l peye sa ak kadav li
Mèm, di malè, pou ki moun ki pral manyen yon pè nan diosèz sila
Oubyen yon pè nan peyi a pou yo kab fè pouwa plezi, madichon ap tonbe sou oumenm
Frè m ak sè m yo, jounen jodi a, on dirè, legliz nou, Kòm legliz pa m,
Kòm legliz katolik nou an, li vin yon ti jan twòp ap dòmi
Chrétiens, réveillez-vous, je vous en supplie, je vous ordonne, Au nom de Dieu,
Arrêtez la répression dit Monseigneur Oscar Roméro, Arrêtez les persécutions
Arrêtez l'usage de la force sanglante de la chasse aux sorcières
Nous ajoutons moi-même
Arrêtez de mentir au peuple, arrêtez de faire des promesses creuses et vides
Arrêtez les propos arrogants et ostentatoires, Arrêtez de faire le parlez-moi de ça
Arrêtez de collaborer avec des kidnappeurs et des chefs de gangs et criminels recherchés
Arrêtez d'officialiser le banditisme armé, Arrêtez de diriger le pays par décret
Arrêtez de se moquer des gens
Pèp nou an se yon pèp mati deja, se yon pèp malere, se yon pèp ki nan tray, ki nan bezwen
Men pèp sa k ap soufri li pa vle tande mansonj ankò
Jou a rive pou l di non ak tout soufrans li yo, pou l di non
ak tout moun k ap di l pouvwa yo pou tout tan, pèp la pap pran diktati ankò
Pèp la vle oken fòs milis sou kote k ap vin bal lòd ankò, pèp la di seraseta
Lè a rive pou l di ase, ak tout moun ki bliye, pouvwa se nan men Bondye l sòti e se pèp ki bay li.
Vwa pèp se vwa Bondye, lè a rive pou pèp la di ase, ase ak tout koripsyon, ase ak tout derapaj
Ase avek wobinè san, y ap louvri pou yo touye yon moun ki alatèt yon bawo.
Ki gen tout avoka sa yo avè l. Ase ak tout moun ki ap bay tipèp la sèlman tirès la, timango merilan, epi k ap kenbe tout pou yo; pèp la di, li pa vle bagay sa yo ankò; Li mande pou yo respekte l, pa fè vye lwa k ap mete l nan sal pi mal, fè l gade sa k pi ba, men l vle pou l kapab kanpe, pou l chemen rezireksyon l pou l mache debou nan listwa l. E avèk Abraam, Pèp Ayisyen di sètase.



De gauche à droite Marcelin Myrthil dit « Arab », l'ex-commandant Guy Philippe et des agents de la BSAP

corrupteur d'une élite urbaine à la tête de l'État. Tumulte entre l'intelligentsia et les cultivateurs que nous avons étudié dans deux ouvrages *L'État marron -- Économie Politique de la Corruption en Haïti*, (Paris, France, Maisonneuve et Larose, 2003), et *Aux origines de l'État marron* (Presses de l'Université d'Haïti, 2009). Deux boites à outils utilisées par de nombreux chercheurs, dont Erno Renoncourt qui écrit à ce sujet : *« Jadis, à Saint Domingue et ailleurs, au temps de la déshumanisation assumée, le marronnage avait un sens : c'était un acte d'intelligence, de liberté et d'humanité. Plus tard, en Haïti, après l'indépendance, quand il fallait se regrouper et armer l'intelligence de courage pour assurer la cohésion sociale, le marronnage a perduré et est devenu un acte de déshérence, d'insignifiance et d'indigence » (Erno Renoncourt, « Haïti, le glissement indigent : du marronnage libérateur au marronnage destructeur »*, *Le Club de Mediapart*, Paris, France, 27 janvier 2023).

La régulation des flux économiques a échappé à l'intelligentsia qui n'a pas su ou pu remplir son rôle de médecin social. Le diagnostic de la pathologie n'a pas été établi correctement et les médicaments appropriés n'ont pas été prescrits ni donnés. La richesse d'Haïti a été dilapidée dans la production denrées/vivres, d'une part, et dans l'échange inégal découlant des rapports entre denrées et produits manufacturés, d'autre part. L'expatriation des fruits de la corruption financière est la règle. Cela va des fortunes de Louverture et Dessalines à celles gaspillées de PetroCaribe. Les premières ont été gérées aux États-Unis d'Amérique par Stephen Girard, le commerçant français qui a acheté la couronne de Dessalines et s'est installé à Philadelphie avant de devenir banquier. C'est aussi le cas pour Christophe et Boyer dont les fortunes ont été transférées en ce qui est devenu l'Italie et en Angleterre. Quant aux soustractions de *PetroCaribe,* elles reposent dans les places financières *offshore*, grâce à la complicité des puissances organisatrices de la grande corruption commencée avec l'esclavage des corps et qui se poursuit avec celui des esprits et même avec celui de l'alimentation (5).

Le discours de Guy Philippe et de son entourage

Depuis son retour en Haïti, Guy Philippe a mobilisé des sympathisants de différentes couches sociales. Il est accueilli dans une dizaine de villes et ovationné comme un héros. Il demande au peuple de le rejoindre en masse pour exiger le départ d'Ariel Henry, qui accepte de recevoir les ordres de l'ambassade américaine et du *Core Group*.

Guy Philippe doit être pris au mot. Un de ses avocats explique qu'il ne recherche pas un poste quelconque dans son éventuelle administration, mais veut marcher sur les brisées de Che Guevara et continuer à faire la révolution. Les références de ce juriste à la révolution cubaine ont été surement remarquées par les autorités américaines qui gardent un embargo criminel sur ce pays depuis plus de soixante ans. Mais, attention, il ne faut pas tomber pas dans les pièges des agences de renseignement à travers les questions qui sont posées par certains journalistes.

On peut accuser Guy Philippe d'avoir organisé le coup d'état contre le gouvernement populiste de Jean Bertrand Aristide ou même d'être commandité. C'est de bonne guerre de ne pas vouloir enfourcher ce cheval de bataille. Mais il faut le faire en respectant les règles du jeu démocratique, sans hargne et non parce qu'on ne peut pas réunir dix personnes sous une pilonne électrique depuis quinze ou plus de vingt ans. Il ne faut pas contribuer à faire triompher des conflits personnels ou de famille nés à Pestel ou ailleurs au détriment d'un projet national, aussi périlleux qu'il soit. *Zafè kabrit pa zafè kochon*.

Le nationalisme tiers-mondiste fait recette avec les Assimi Goïta au Mali, Abdourahamane Tiani au Niger, Ibrahim Traoré au Burkina Faso. Avec comme affinités, des appels à la dignité, au respect et à la souveraineté des peuples. La moindre intelligence force à prêter attention à ces nouvelles formes que prend la révolution des pays émergents en lutte pour leur autodétermination face à une mondialisation sauvage entrainant la disparition de l'État-nation et l'émergence d'un monde contrôlé par les multinationales.

Il faut être dans le jeu et pas dans les gradins, pour contribuer au succès des luttes populaires. Il importe de soutenir les actions courageuses de toutes celles et de tous ceux qui luttent, les armes à la main, pour l'avènement d'un autre monde. La solution consiste à se mettre avec modestie au service des combattants qui, les mains nues ou à armes inégales, affrontent les monstres puissants du statu quo. Rappelons à cet égard qu'il y a un demi-siècle, en plein Manhattan, dans le ventre de la bête, le groupe engagé *Atis Endepandan* avait posé le problème et vu juste. Il a composé la belle mélodie *Ki sa pou n fè* – Que faire ? Qu'on peut écouter sur l'internet et dont nous reproduisons le refrain au tableau 1 suivant :

Tableau 1. *Ki sa pou n fè* – Que faire –

Ki sa n bezwen : revolisyon	De quoi avons-nous besoin : révolution
Ki moun k ap fè l ? : pèp ayisyen	Qui la fera ? : le peuple haïtien
Ki pèp ayisyen ? : se travayè	Quel peuple haïtien ? : les travailleurs
Ki moun ankò k ap fè l ? : se peyizan	Qui d'autre du peuple haïtien ? : les paysans
Avèk ki moun ankò k ap fèl : tout sa k konsyan	Et qui d'autre encore ? : toutes les personnes conscientes

(Fin de la première partie) 26 février 2024

Notes

Haïti crises have reached « a critical point: UN envoy », *UN News*, 25 January 2024.

[2] Germina Pierre Louis, 10 000 déplacés en une semaine, *Le Nouvelliste*, 16 février 2024.

[3] Karl Lévêque, « Impressions d'un retour d'exil », *Revue Relations*, No 519, Avril 1986.

[4] Lazaro Gamio, Constant Méheut, Catherine Porter, et al, « Haïti lost billions », *New-York Times*, May 20, 2022.

5.Robert Lustig, *Metabolical : The Lure and the Lies of Processed Food, Nutrition, and Modern Medicine*, Harper, 2021.

Afrique du Sud : Le NUMSA appelle au boycott de la compagnie de bus PUTCO en raison du traitement « inhumain » des travailleurs



Des militants du Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA)

Environ 120 membres de la NUMSA employés par le transporteur sud-africain PUTCO, qui ont été suspendus à la suite d'une grève non protégée en 2022 suite à un conflit salarial, ont été soumis à des conditions indignes, notamment le manque d'accès à des toilettes décentes dans les dépôts de l'entreprise.

Le Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) a appelé au boycott de la compagnie de bus de passagers PUTCO parce qu'elle « mène la guerre » aux travailleurs. Il a condamné le traitement « inhumain » d'au moins 120 travailleurs qui ont été suspendus par l'entreprise, après que PUTCO ait tenté de suspendre les augmentations de salaires.

En 2022, des centaines de salariés de l'entreprise s'étaient mis en grève pour exiger la mise en œuvre d'une augmentation salariale de 6 % et le versement d'une prime annuelle remontant à une convention collective de 2020. PUTCO avait demandé une exemption du paiement de l'augmentation en invoquant un manque de fonds, malgré le fait que l'entreprise avait continué à recevoir des subventions gouvernementales même avec le début de la pandémie de COVID-19 et la fermeture qui en a résulté. Le plaidoyer de PUTCO a finalement été rejeté par le comité des exemptions.

En 2022, après que plus de 2 000 travailleurs se sont lancés dans une grève non protégée dans deux dépôts de Soweto et près de Pretoria en raison du refus de l'entreprise d'accorder cette augmentation, PUTCO a envoyé des avis de licenciement à 1 000 travailleurs.

Le NUMSA est intervenu par la suite et, même si le syndicat a réussi à faire réintégrer la majorité des travailleurs, certains travailleurs font actuellement l'objet de mesures disciplinaires de la part de la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage (CCMA).

S'adressant à Workers Power du NUMSA, l'organisateur national du syndicat, Frederick Mabasa, a déclaré que 140 employés avaient été suspendus avec salaire à la suite de la grève pour mauvaise conduite. Sur ce total, environ 120 sont membres du NUMSA tandis que le reste appartient à quatre autres syndicats. Au milieu des procédures en cours devant la CCMA, le syndicat a déclaré que PUTCO avait également tenté de limiter le nombre de travailleurs pouvant fournir des preuves. La demande a été rejetée.

« PUTCO a incité les travailleurs à retirer leur travail en raison de leur cupidité. Aujourd'hui, il poursuit son règne de terreur sur ces travailleurs en les traitant de manière inhumaine », a déclaré le syndicat dans un communiqué.

Le NUMSA a déclaré que même si les travailleurs suspendus sont généralement uniquement censés assister aux audiences et rester chez eux, PUTCO a unilatéralement mandaté les employés suspendus à se présenter chaque jour à ses dépôts de Tshwane et de Soweto, dans la province de Gauteng, et à s'y asseoir.

Les travailleurs du dépôt de Zandofontein à Tshwane ont décrit les conditions comme ressemblant à une « cage » ou à une « prison », car ils ont été contraints de rester dans une zone clôturée et tenue par des gardes de sécurité.

Les travailleurs se sont vus refuser toute interaction avec les autres employés de l'entreprise et se sont vus refuser l'accès aux installations d'eau potable habituelles et aux toilettes décentes du site, et ont été contraints d'utiliser des toilettes portables. Selon le syndicat, ces toilettes portables n'ont été fournies qu'après que la NUMSA a publié une déclaration aux médias précisant que PUTCO avait donné aux travailleurs des « toilettes à seau ».

Dans le cas où un travailleur est malade et ne peut pas se rendre au dépôt, PUTCO exige un affidavit d'un médecin contenant des détails personnels sur la maladie. Dans le cas où un travailleur n'est pas en mesure de fournir ce document, PUTCO a refusé de lui payer les jours de maladie et a même jusqu'à présent licencié au moins 15 travailleurs, a indiqué le syndicat. *« PUTCO a énormément bénéficié de la générosité de l'État à travers des subventions. Ils en ont également bénéficié pendant l'apartheid et même après. Il semble que la brutalité de l'État de l'apartheid fasse partie de son héritage, c'est pourquoi il traite les travailleurs avec autant de cruauté »*, a déclaré le NUMSA.

PUTCO avait joué un rôle central dans le système d'apartheid suprémaciste blanc d'Afrique du Sud, transportant des centaines de milliers de travailleurs noirs des townships ségrégués et des bantoustans vers les banlieues et zones industrielles blanches. Les hausses de tarifs imposées par l'entreprise, à une époque où les Sud-Africains noirs étaient confinés dans des zones éloignées de leur travail, ont conduit à des protestations sous la forme de boycotts, notamment le boycott historique des bus d'Alexandra en 1957.

En réponse aux accusations de la NUMSA, PUTCO a publié un communiqué le 20 février déclarant avoir « réexaminé les conditions de suspension en raison de plusieurs problèmes, notamment le fait que les employés exerçant un emploi secondaire et ne se présentant pas aux audiences disciplinaires ». Concernant les conditions dans lesquelles les travailleurs suspendus étaient assis dans les dépôts, PUTCO a affirmé que les zones désignées « étaient suffisamment grandes et adaptées pour qu'ils puissent rester à l'intérieur ou à l'extérieur selon leur préférence ».

Il a ajouté qu'il avait « découvert des certificats [médicaux] frauduleux » de travailleurs suspendus, après quoi il avait mis en œuvre un processus de vérification, exigeant un affidavit : « ceux qui auront terminé le processus seront intégralement payés ».

Le 21 février, le secrétaire général de la NUMSA, Irvin Jim, a répondu à la déclaration de PUTCO. Il a déclaré que PUTCO avait « décidé unilatéralement que les certificats étaient frauduleux » et n'avait « fourni aucune preuve à l'appui ». Il a énuméré trois incidents au cours desquels PUTCO aurait retenu les salaires de travailleurs blessés ou malades et transportés à l'hôpital, notamment celui d'une femme qui s'était effondrée lors d'une audience à la CCMA.

Il a ajouté que PUTCO n'avait « pas le droit de revoir les conditions de suspension sans consulter toutes les parties, en particulier les syndicats ». De plus, alors que PUTCO a déclaré que « des installations sanitaires appropriées sont disponibles et nettoyées quotidiennement », les travailleurs de NUMSA à Soweto ont allégué que PUTCO avait vidé les toilettes portables dans un champ ouvert à quelques mètres des travailleurs, dans une zone résidentielle.

Le NUMSA a annoncé qu'elle se rendrait au bureau de PUTCO le 23 février pour remettre un mémorandum de revendications à l'entreprise.

La lutte des travailleurs de PUTCO se déroule à un moment où les syndicats, dont la NUMSA, sont engagés dans des négociations contractuelles avec des entreprises du secteur des bus, avant l'expiration de l'accord salarial le 31 mars.

Parmi les principales revendications soulevées par les travailleurs figurent la fourniture de soins de santé primaires, ce qui signifie une aide médicale ou une couverture d'assurance pour les travailleurs du secteur, une augmentation des salaires de 10 % dans tous les domaines et le doublement de l'indemnité des doubles conducteurs (alternants), conducteurs qui accompagnent le conducteur principal sur des trajets longue distance) à 900 R (47,8 USD).

Les négociations se sont retrouvées dans l'impasse la semaine dernière après que les employeurs n'auraient proposé qu'une augmentation de 4 %, condition en soi à l'abandon par le syndicat de toutes ses autres revendications.

Peoples Dispatch
21 Février 2024

Palestine : « Israël » détruit la maison de Yasser Arafat à Gaza !



Le gouvernement palestinien dénonce qu'Israël ait démoli la résidence du défunt dirigeant palestinien Yasser Arafat à Gaza, ce qui constitue une nouvelle « preuve de sa brutalité ».

« Les attaques et la destruction de la résidence du martyr et dirigeant fondateur Yasser Arafat à Gaza par l'occupation s'inscrivent dans la continuité de ses attaques incessantes », a déclaré jeudi le ministre de la Culture Atef Abu Saif dans un communiqué de presse.

Le ministre palestinien a souligné que l'attaque israélienne contre la maison de l'ancien dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) visait à éliminer « *les symboles de dignité et de lutte de notre peuple* ».

En outre, il a expliqué que la maison, où Arafat a résidé de 1995 à 2001, « *conserve les effets personnels et familiaux du leader éternel et a été témoin de nombreux moments significatifs de l'histoire de notre peuple lors de sa présence à Gaza* ».

Abu Saif a souligné que les actes de démolition du régime israélien constituent « une preuve supplémentaire de sa brutalité ».

« L'attaque contre le patrimoine culturel palestinien pendant la guerre en cours à Gaza, y compris les structures historiques, les mosquées, les églises, les centres culturels, les sites du patrimoine, les musées, les bibliothèques, les maisons d'édition et les universités, est conforme aux valeurs et politiques destructrices de l'occupation. (Israël) », a-t-il affirmé.

Arafat, qui a passé une grande partie de sa vie à combattre Israël au nom de l'autodétermination palestinienne, est décédé à l'âge de 75 ans dans un hôpital militaire en France en 2004, apparemment d'un empoisonnement au polonium.

De nombreux Palestiniens accusent le régime israélien d'avoir empoisonné leur dirigeant.

Le régime israélien a lancé la guerre génocidaire à Gaza le 7 octobre après avoir subi une défaite sans précédent lors de l'opération Tempête d'Al-Aqsa lancée par le Mouvement de résistance islamique palestinien (HAMAS) contre l'entité occupante en réponse à la campagne de décennies d'effusion de sang et de dévastation menée par le Régime israélien contre les Palestiniens.

Depuis le début de l'offensive, le régime de Tel Aviv a tué au moins 29 514 Palestiniens et en a blessé plus de 69 616.

HispanTV 23 février 2024

La CIA a construit «12 bases d'espionnage secrètes» en Ukraine



La CIA a construit «12 bases d'espionnage secrètes» en Ukraine et mené une guerre fantôme au cours de la dernière décennie, confirme un rapport Bombshell du NYT publié le 25 février 2024.

La citation

«Dimanche, le New York Times a publié des révélations selon lesquelles les renseignements américains ont non seulement joué un rôle déterminant dans la prise de décision en temps de guerre en Ukraine, mais ont également créé et financé des centres d'espionnage de haute technologie de commandement et de contrôle, et ce bien avant l'invasion russe du 24 février, il y a deux ans.

L'une des plus grandes révélations est que le programme a été créé il y a dix ans et couvre trois présidents américains différents. Le Times affirme que le programme de la CIA visant à moderniser les services de renseignement ukrainiens a «transformé l'ancien État soviétique et ses capacités» en «partenaire de renseignement le plus important de Washington contre le Kremlin aujourd'hui».

L'agence a notamment formé et équipé en secret des agents des renseignements ukrainiens juste après les événements du coup d'État du Maïdan en 2014, ainsi que la construction d'un réseau de 12 bases secrètes le long de la frontière russe – un travail qui a commencé il y a huit ans. Ces bases de renseignement, à partir desquelles les communications des commandants russes peuvent être balayées et les satellites espions russes surveillés, sont utilisées pour lancer et suivre des attaques transfrontalières de drones et de missiles sur le territoire russe».

Bruno Bertez 26 Février 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Switch to DISH and get up to a $300 gift card! Plus get the Multisport pack included for a limited time! Hurry, call for details: 1-866-782-4069.

Des écrivains et intellectuels cubains manifestent leur solidarité et leur soutien à la Palestine



Poètes et troubadours, membres de l'Union des écrivains et artistes de Cuba (Uneac) ont exigé depuis cette capitale la cessation du génocide qu'« Israël » commet aujourd'hui contre le peuple palestinien



Des écrivains et des intellectuels ont réaffirmé leur solidarité avec le peuple palestinien lors d'un événement organisé jeudi dans le cadre de la 32e Foire internationale du livre de La Havane.

Des écrivains et des intellectuels ont confirmé leur solidarité avec le peuple de Palestine, dans un acte réalisé ce jeune dans le cadre de la XXXIIe Feria International du Livre de La Havane.

La cité se trouve dans le théâtre Abelardo Estorino, au siège du ministère de la Culture de Cuba, où les invités déclarent clairement leur posture en opposition au génocide commis par l'expulsé israélien à Gaza et en Cisjordanie.

Président de la rencontre Abdel Nasser, ambassadeur de Palestine en Équateur et conseiller du Consejo Nacional Palestino ; Murat Al-Sudanni, secrétaire général de l'Union des écrivains palestiniens ; et Akram Samhan, ambassadeur de Palestine à Cuba.

Nous aidons également les ambassadeurs d'Argentine, d'Égypte, de Syrie et du Yémen à Cuba, qui expriment leur engagement envers la cause de la nation arabe agrégée. En tant que partie de l'action culturelle, les acteurs Simón Carlos et Irasema Cruz ont déclaré les poèmes «Le passeport», «Carnet d'identité» et «Nous aimons la vie», de Mahmud Darwish, considéré comme le poète national palestinien.

Lors de sa rencontre, Nasser a réfléchi aux succès de 1948 en Palestine qui ont soutenu la création de l'État d'« Israël » et le papier qui a investi le Royaume-Uni et l'UEU ; c'est le dernier à le qualifier de «police du monde».

Pourquoi les Israéliens ont-ils le droit de venir en Cisjordanie et de voler mes terres ? Où est la justice dans ce monde ? Les Palestiniens sont la paix. Il a fallu 77 ans pour vivre en paix dans un état libre et indépendant, a déclaré.

Il est temps que l'effusion de sang s'arrête. La Palestine est le haut lieu de la sécurité dans le monde et Jérusalem est le port de la paix ; La guerre en Palestine date d'il y a 70 ans et n'a pas eu lieu en octobre de l'année, a exprimé Al-Sudanni.

Il a également dénoncé l'expulsion de Tel-Aviv, y compris les victimes, et a confirmé qu'en raison de cet acte de salut, la Palestine et ses citoyens ont résisté à la matérialisation d'un État indépendant et au retour des réfugiés à notre chère Terre».

Au cours de leur activité, les intellectuels Alex Pausides, Basilia Papastamatiu, Jorge Fuentes et Fidel Antonio Orta Pérez ont déclaré des poèmes de leur auteur sur la situation à Gaza, qu'ils considéraient comme « terrible ».

« On ne peut pas renoncer à être protégé, pour que tout le monde soit entré et est du côté du bien, qui est le côté palestinien », a déclaré l'éditeur et poète cubain Alex Pausides, qui a présenté au public son poème « Minute de silence ».

Papastamatiu, de son côté, a déclaré l'œuvre « Cons sus almas aun sin descubrir » (Avec leurs âmes encore inconnues) et a avoué que je ne pouvais pas concevoir comme un peuple qui avait vécu quelque chose de terrible comme l'holocauste, il pouvait répéter des années après l'avoir fait avec un autre peuple.

« *Je parais terriblement à cet oubli de l'histoire et à la faute totale de l'humanité ; Nous vivrons également avec la culpabilité si nous ne lisons pas les uns, les villages et les gouverneurs, pour trouver une solution et arrêter cette affaire* », a ajouté l'écrivain argentin.

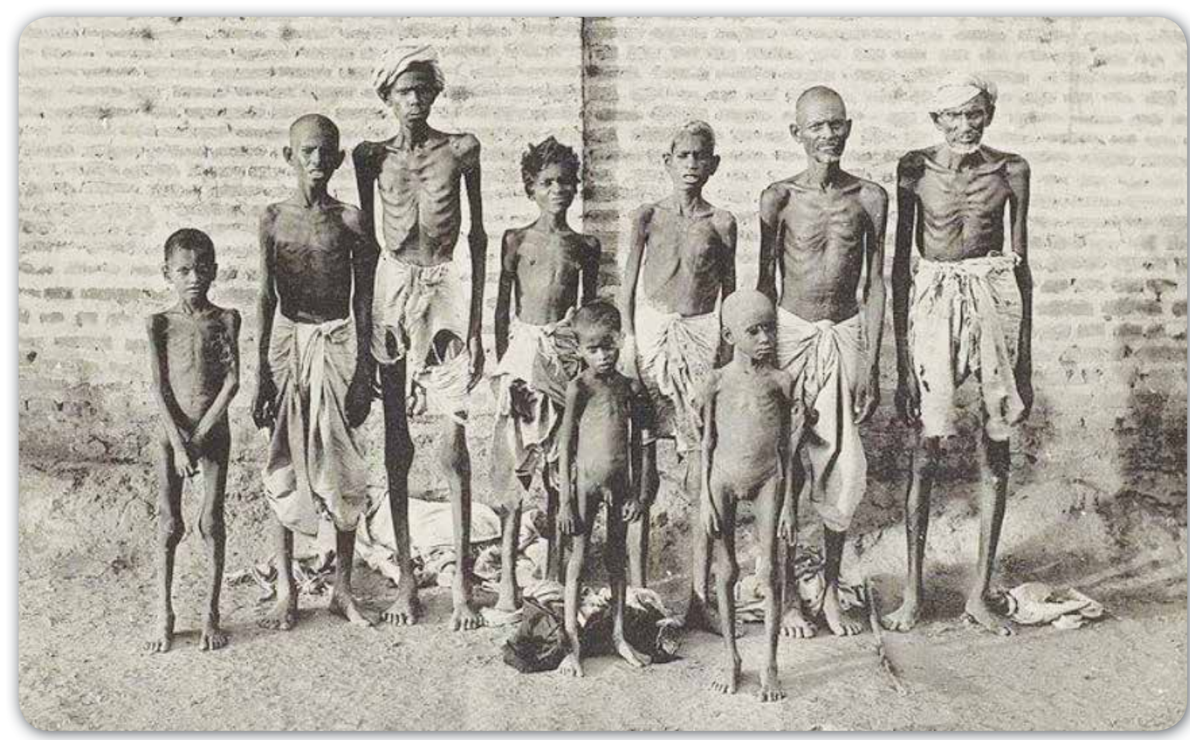
Jorge Fuentes, auteur de l'œuvre «Gaza», a reconnu que pour les écrivains et les artistes cubains, il n'est pas difficile de pouvoir les aider en Palestine et simplement de collaborer avec un poème, qui se qualifie comme «un geste très humble au niveau de la grande tragédie que vive actuellement ce village ».

La présentation des écrivains a culminé avec la déclaration du poème « Arde la Franja de Gaza », de Fidel Antonio Orta, directeur du Centre d'investigation Jesús Orta Ruiz.

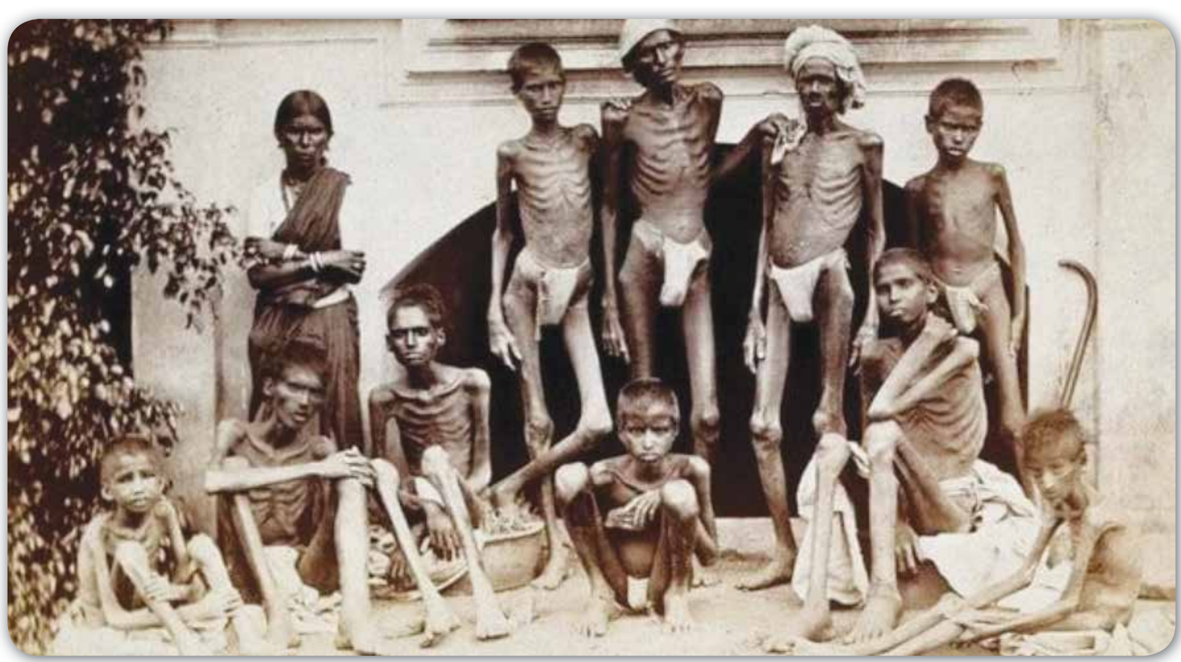
L'activité s'est terminée par l'interprétation du thème musical «Palestine», du trésorier Ariel Díaz, qui a déclaré en outre qu'il ne pouvait pas se permettre de chanter à cause d'injustices, et même après que Victoria ait chanté plus.

Al Manar 23 février 2024

La descente dans la barbarie !



La famine au Bengale en 1770 qui a tué dix millions de personnes



La famine au Bengale en 1943

Par Prabhat Patnaik*

Dans le Pamphlet de Junius, écrit depuis sa prison en 1915, Rosa Luxemburg avait déclaré que le choix qui s'offrait à l'humanité était celui de la barbarie ou du socialisme. L'opinion libérale conteste cette affirmation, arguant que la barbarie qui a marqué les deux guerres mondiales et la période intermédiaire n'est pas liée au capitalisme ; en effet, la tendance libérale qui se manifeste sous le capitalisme, affirme-t-elle, a lutté contre la barbarie de cette période. Le capitalisme, alléguerait-il, a été caractérisé par l'ascension des valeurs humaines dans une mesure sans précédent, comme l'ont montré les années d'après-guerre.

Parler de l'émergence des valeurs humaines sous le capitalisme, c'est ignorer le phénomène de l'impérialisme. Les famines qui ont frappé l'Inde sous la domination britannique sont bien connues : cette domination a commencé par une famine au Bengale en 1770 qui a tué dix millions de personnes, soit un tiers de la population de la province, en raison de la rapacité de ses exigences en matière de revenus. Vers la fin de cette domination, il y a eu une autre famine au Bengale en 1943 en raison de la politique tout à fait cruelle de financement de la guerre poursuivie par le gouvernement, qui a de nouveau tué au moins trois millions de personnes. Le régime allemand en Namibie a mis en place des camps de la mort qui ont exterminé une grande partie de la population tribale et ont constitué le "modèle" des camps de concentration et de mort d'Hitler dans les années 1930. Les atrocités commises par les Belges au Congo sous le règne de Léopold, qui impliquaient la mutilation d'êtres humains, sont trop connues et trop horribles pour être racontées. Et le colonialisme européen dans les régions tempérées du monde a éliminé les populations locales à grande échelle, a parqué les survivants dans des réserves et s'est emparé de leurs terres et de leurs habitats. On pourrait continuer cette litanie de cruautés ; ce qui est important, c'est que le motif de cette cruauté était le simple gain matériel, qui est ce qui caractérise le capitalisme.

On pourrait bien sûr faire valoir que le pillage et la spoliation ont motivé les guerres et les conquêtes bien avant l'apparition du capitalisme ; alors pourquoi y mêler le capitalisme ? La réponse est double : premièrement, tous les discours selon lesquels le capitalisme fait progresser les valeurs humaines ne sont que des hyperboles ; au mieux, il n'est pas meilleur que ce qui l'a précédé. Deuxièmement, le pillage et la spoliation des périodes antérieures étaient très différents de ce qui se passe sous le capitalisme. Les pillages antérieurs laissaient encore quelque chose à ceux qui étaient pillés, ou leur permettaient au moins de récupérer leurs pertes au fil du temps (même si cela pouvait inciter à un nouveau pillage par la suite) ; mais sous le capitalisme, il y a une expropriation permanente des opprimés.

Dans l'après-guerre, le capitalisme a projeté cette image de lui-même, celle d'une force humaine combattant toutes les tendances barbares. En s'appuyant notamment sur les films hollywoodiens, il a cherché à donner l'impression que la Seconde Guerre mondiale était essentiellement un combat entre la démocratie libérale occidentale et le fascisme, en minimisant le rôle décisif de l'Union soviétique dans la guerre. En conséquence, l'immense sympathie qui existait à l'égard de l'Union soviétique dans le monde entier, y compris à l'Ouest, a été systématiquement atténuée parmi les populations des pays capitalistes avancés. On leur a donné l'impression qu'ils vivaient dans un système humain tel qu'il n'en avait jamais existé auparavant. La remarque de Rosa Luxemburg a été présentée comme n'ayant aucune pertinence, malgré la guerre du Viêt Nam et les autres guerres qui ont marqué l'après-guerre, sans parler des déprédations de la CIA dans le monde entier pour effectuer des changements de régime et des actes de terreur au cours de ces années.

Toutefois, l'illusion que le capitalisme est une force humaine est désormais révolue. La barbarie du capitalisme est aujourd'hui plus évidente que jamais, et l'exemple le plus déchirant, le plus incroyablement cruel de cette barbarie est le génocide des Palestiniens qui se produit actuellement avec la bénédiction combinée de tous les pays capitalistes avancés. Au moins 28 000 membres de la population civile ont été tués, dont près de 70 % de femmes et d'enfants ; en fait, plus de 100 000 personnes sont portées disparues, dont un grand nombre auraient été tuées, ce qui porte le bilan bien au-delà de 28 000. Une grande partie de la population a été chassée de chez elle par les bombardements et même les opérations de secours ont été entravées, le financement de l'UNRWA ayant été suspendu par les puissances capitalistes. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, un organe des Nations unies, a qualifié ce qui se passe à Gaza de "100 jours les plus meurtriers du 21ème siècle". En bref, nous assistons à une catastrophe humaine, déclenchée par un régime sioniste totalement inhumain et agressif, avec le soutien actif des grandes puissances capitalistes.

L'agressivité de l'État sioniste est si flagrante qu'il a même menacé la ministre sud-africaine des affaires étrangères de conséquences désastreuses pour elle-même et sa famille, lorsque l'Afrique du Sud a saisi la Cour internationale de justice pour accuser Israël de génocide. La Cour a confirmé le bien-fondé de la plainte de l'Afrique du Sud et a demandé à Israël de renoncer à toute action génocidaire, sans toutefois ordonner l'arrêt immédiat de la guerre à Gaza. Ce qui est frappant, c'est que toutes les puissances capitalistes avancées ont soutenu Israël, les États-Unis qualifiant l'action en justice de "sans fondement", et la France et l'Allemagne affirmant qu'accuser Israël de génocide revient à franchir un "seuil moral".

Ce qui est étonnant, c'est que, comme en 1915 lorsque Rosa Luxemburg écrivait, la social-démocratie est aujourd'hui encore pleinement complice de la barbarie du capitalisme avancé. Alors que les gens ordinaires ont manifesté dans les rues du monde entier en nombre impressionnant contre l'agression israélienne, l'ensemble de l'establishment politique occidental, de l'extrême droite à la social-démocratie et aux Verts, et même un segment à gauche de la social-démocratie (comme par exemple Die Linke en Allemagne), s'est rangé derrière l'impérialisme et son protégé, le colonialisme de peuplement israélien.

Deux questions se posent immédiatement : comment l'impérialisme a-t-il pu s'enhardir au point de révéler sa barbarie, malgré l'horreur de cette barbarie affichée par l'opinion publique mondiale, en particulier dans le sud de la planète ? Et pourquoi l'impérialisme est-il soudain devenu si désespéré qu'il a besoin de montrer sa nature barbare ? La réponse à la première question réside notamment dans l'effondrement de l'Union soviétique et, plus généralement, du défi socialiste. Tant que l'Union soviétique a duré, elle a agi, au moins dans les années d'après-guerre, comme un frein à la barbarie impérialiste vis-à-vis du Sud. En d'autres termes, la peur du socialisme avait freiné la barbarie impérialiste, donnant en quelque sorte raison par procuration à Rosa Luxemburg ; ce frein a aujourd'hui disparu.

La réponse à la deuxième question réside dans le fait que l'ordre impérial qui avait été déstabilisé auparavant, qui avait dû céder à la volonté de décolonisation et au dirigisme du tiers monde, mais qui s'était reconstitué en imposant le régime néolibéral, est à nouveau confronté à une menace mortelle ; et il existe une différence essentielle entre l'ordre précédent et l'ordre actuel : alors que l'ordre précédent d'avant-guerre était caractérisé par une rivalité inter-impérialiste, l'ordre impérial actuel se caractérise par une atténuation de la rivalité et par une unité sans précédent entre les puissances impériales, parce qu'il est présidé par le capital financier international, qui ne veut pas que le monde soit divisé. L'ordre actuel a donc uni le capital mondial face aux travailleurs du monde, non seulement les travailleurs des pays capitalistes avancés, mais aussi les travailleurs et les paysans du Sud, qui ont tous été victimes de ce nouvel ordre impérial.

Cette victimisation des travailleurs du monde entier a engendré une crise pour cet ordre impérial, car elle a freiné la consommation dans l'économie mondiale et, par conséquent, la croissance des marchés et a engendré une crise de surproduction. Le régime néolibéral lui-même n'a pas de solution à cette crise, parce que l'activisme de l'État (sous la forme, par exemple, d'une augmentation des dépenses de l'État financée par le déficit fiscal) est un anathème pour le néolibéralisme. Par conséquent, les travailleurs du monde entier, déjà victimes du capital international uni au niveau mondial, le sont encore plus par le biais du chômage, ce qui rend la menace contre le nouvel ordre encore plus sérieuse.

La crise a engendré des régimes fascistes dans de nombreux pays, mais elle produit également un ordre mondial extrêmement répressif où les puissances capitalistes fascistes et non fascistes se combinent pour réprimer les travailleurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il n'y a pas de place pour une quelconque moralité dans cette répression ; la barbarie est en pleine démonstration et les puissances capitalistes s'unissent pour défendre cette barbarie, quelle que soit la puissance spécifique qui la perpètre.

*Prabhat Patnaik est un économiste et commentateur politique indien. Ses livres incluent Accumulation and Stability Under Capitalism (1997), The Value of Money (2009) et Re-envisioning Socialism (2011).

Peoples Democracy
24 Février 2024
Traduction Bernard Tornare
23 Février 2024